

unef INFORM

Dr Publication :
Denis DUBIEN
Rédacteur en Chef :
Isabelle SAURAT

bulletin intérieur de l'UNEF - 72, rue de Clichy - 75008 PARIS - Téléphone (1) 281.23.11

UNION
NATIONALE des
ETUDIANTS de
FRANCE

COMMISSION PARITAIRE N° 1142 D 73

N° 39 - Fév. 1985

Bonjour !

Voici le deuxième courrier adressé aux membres des Bureaux d'A.G.E. de l'UNEF.

Il est un peu le courrier du lancement du 70^è Congrès de l'UNEF.

Il contient en effet, en premier lieu, les deux rapports présentés à la Conférence nationale des Bureaux d'A.G.E. le 9 et 10 février dernier. Eh oui, le 70^è Congrès, c'est parti ! C'est parti avec un bon débat lors de la Conférence. Un débat riche qui a fait la démonstration de la volonté de tous de rechercher des solutions nouvelles au vécu quotidien des étudiants, de réfléchir à une autre manière de faire du syndicalisme à l'Université.

Car, c'est bien là l'enjeu de notre 70^è Congrès.

Nos conditions de vie et d'études qui s'aggravent, notre formation inadaptée. Non ! Rien de tout cela n'est nécessaire, rien de tout cela n'est fatal !

D'autres solutions sont possibles, tout de suite. A condition qu'on en débattenne, que tout le monde s'y mette.

Le Congrès, sa préparation vont être l'occasion de s'attaquer à cela dans nos amphis et T.D. Dans nos amphis d'abord, parce que membres des Bureaux d'A.G.E., il nous faut commencer par là.

Le Congrès, sa préparation, c'est aussi trois mois durant lesquels, toute l'UNEF va discuter, réfléchir, agir.

Le courrier que tu recevras se fera l'écho de ces débats, de ces luttes. Dans le même temps, chaque adhérent recevra trois numéros de l'UNEF-INFORM spécial Congrès, qui fera une large part à la tribune de discussion où tout le monde pourra s'exprimer.

Alors, le Congrès, c'est parti ! Oui, mais cela maintenant dépend largement de toi.

Alors, bon travail ! Bien amicalement.

Régis PIQUEMAL
Président de l'UNEF

SOMMAIRE -

Edito

Stage National des bureaux d'AGE,

*Rapport à la Conférence Nationale des Bureaux d'AGE.
Régis PIQUEMAL*

*Second rapport
Rémy MENETRIER*

La CAEL dans la préparation du 70^è Congrès,

Micro-info,

Une délégation de l'UNEF en URSS,

Extraits de la Conférence de Presse de Scharzenberg,

Revue de presse de l'UNEF.

▶ STAGE NATIONAL de FORMATION

* Aux Membres des Bureaux d'A.G.E.

Ce courrier a pour but de te proposer de participer à un STAGE NATIONAL DE FORMATION, s'adressant aux membres des bureaux d'AGE.

Ce stage aura lieu du 30 mars au 4 avril à Paris.

Le prix de ce stage est de 400 francs par stagiaire.

Je te propose donc de réserver dès maintenant ces quelques jours afin d'y participer.

Tu recevras d'ici quelques semaines le planning et les thèmes qui y seront abordés.

En souhaitant ta participation à ce stage, reçois mes amitiés.

Brigitte GEOFFRIAULT
Secrétaire Nationale

Si tu as d'ores et déjà des suggestions, des propositions pour ce stage, tu peux les faire parvenir au B.N.

unef

CONFERENCE NATIONALE des BUREAUX d'AGE

● 1er Rapport présenté par :
Régis PIQUEMAL - Président

● 2è rapport présenté par :
Rémy MENETRIER - Secrétaire Général

9 - 10 février 1985

1er rapport. Régis PIQUEMAL

Préparer un Congrès de l'UNEF, c'est déjà en soi un moment exceptionnel. Il l'est déjà par le fait que nous sommes tous ici aujourd'hui réunis à Anthony.

Avec la volonté commune d'aller de l'avant, nous allons pendant deux jours réfléchir, proposer, agir pour faire de la préparation de notre 70^e Congrès et du Congrès lui-même, une période d'accord avec notre orientation, que nous allons affiner, enrichir.

Nous disons, bilan chiffré à l'appui, qu'un étudiant sur cinq obtient son DEUG en deux ans, qu'un étudiant sur deux quitte l'Université sans diplôme. Cela, c'est la réalité des chiffres. Nous rappelons aussi qu'en quatre ans, le nombre de fils d'ouvriers à l'Université a baissé de plus de 20 % ; cela c'est encore la réalité des chiffres.

Abstraction, dirons certains, peut être, alors allons dans la réalité concrète de notre vie, des conditions de vie et d'études d'un étudiant !

- I -

ETRE ETUDIANT, AUJOURD'HUI, DANS NOTRE PAYS

Tout commence avant même la rentrée universitaire. Au lycée, aucune condition n'est créée, ou plus précisément toutes les conditions sont réunies pour que le minimum d'information soit donné au futur bachelier. Quels diplômes, dans quelle Université, quelle méthode de travail, quelles possibilités pour vivre, manger, dormir ? Sur tout cela rien !

Alors, pour ceux qui n'ont pas la chance, comprenez l'unique espoir, de connaître un ami, d'avoir un frère, un parent qui est ou soit passé à l'Université, pour tous ceux dont l'aide sociale est le facteur premier pour poursuivre ses études, eh bien, pour tous ceux là, le mot Université restera pour toujours un concept lointain promis à des élus curieusement désignés !

Je passe sur les conditions d'inscription qui ressemblent à un véritable steeple chase ou seul l'étudiant bien entraîné et sponsorisé possède tous les atouts pour arriver à la fin du parcours.

Le premier amphi, ou cette pitoyable cérémonie où l'on a envie de crier "remboursez !", ceux-ci, partiront encore, faute de place pour ce premier spectacle et auront le droit légitime de demander leur remboursement à l'ANPE.

Je m'arrête là. Mon but n'est pas d'établir un listing de nos conditions de vie et d'études mais simplement de mieux comprendre en quoi ces questions ne reposent pas dans l'abstraction mais chez les étudiants d'aujourd'hui.

L'Université, course d'obstacle ? Mais au-delà de l'expression, qu'est-ce que ces mots veulent dire dans la réalité, que signifient-ils au juste ?

~~Cette course d'obstacle, normal..., pas normal ... ?~~

Est-ce la lutte des "héros" pour une nouvelle ère technologique sans merci, ou seule "l'élite républicaine", ou non siègera dans les chaires confortables des animateurs de progrès ?

Normale, ~~non pas normale~~, cette Université où tout marche à deux vitesses, les meilleurs d'un côté, les ratés de l'autre ! ?

Et enfin, cette dure loi de la sélection à tout prix et à tous moyens, est-ce une fatalité contre laquelle toute défense est vaine ou est-ce la concrétisation d'attaques volontaires portées à nos études, par des responsables définis, attaques auxquelles nous pourrions donc opposer une autre volonté différente et encore plus forte ?

Commençons par le début, et regardons de plus près la nature exacte de ces obstacles dans ce 110 mètres haies de nos études.

La crise étudiante

Prendre au concret, à bras le corps, l'ensemble des atteintes portées à nos études nécessite, non pas que l'on découpe en tranche notre vie d'étudiant, mais que l'on analyse, que l'on discerne bien, le niveau d'intervention de ces atteintes. Pas une, pas deux questions, mais des centaines qui nous concernent dans notre vie quotidienne, qui touchent nos conditions de vie tant physiques que morales, idéologiques ou politiques.

Nous le disions très clairement lors des débats en 83 sur la réforme de l'enseignement supérieur : intervenir sur nos conditions matérielles de vie, cela va de pair avec, par exemple, des propositions constructives sur le contenu de nos cours.

Je donnais quelques chiffres tout à l'heure sur la composition sociale de l'Université et son évolution. En 4 ans, le nombre d'enfants d'ouvriers a diminué de plus de 20 % ; dans le même temps, le nombre de boursiers connaissait une croissance de près de 20 % et le taux des bourses une augmentation de 40 %.

Deux éléments donc, à priori, paradoxaux ?

Oui, si l'on décrète que toutes ces atteintes qui sont portées à nos conditions de vie et d'études touchent chaque étudiant avec une même uniformité et avec une distinction bien définie dans ces objectifs : à tel étudiant, telle difficulté, à tel autre, telle autre difficulté.

Non, si ces atteintes à nos conditions de vie et d'études sont marquées par leur multiplicité, leurs différences voire leurs contradictions, qu'elles ne portent pas en elles un degré préétabli de force, comme vécue par les étudiants, et qu'elles ne sont pas dans leurs objectifs, c'est-à-dire nous, à classer en autant d'agressions qu'il existe d'étudiants.

Nous le sentons bien, réellement, il est impossible aujourd'hui de poser quelques questions qu'elles soient dans une description abstraite et comptable, mais il s'agit bien de les définir clairement, en prise avec la réalité, avec notre vécu, en réfléchissant profondément à la nature des questions qui nous sont posées.

Des agressions matérielles

A Brest, en octobre dernier, le directeur de l'UER de sciences prenait la décision de mettre en place des droits de T.P. qui se chiffraient à 250 F.

A Bordeaux, en première année de médecine, les photocopies nécessaires atteignaient la somme coquette de 800 F.

A Rouen, pour aller du centre ville à la fac, il faut payer aujourd'hui plus de 7 F en transport en commun.

A Poitiers, les résidents des cités universitaires sont contraints de faire, comme on dit, la popote chez eux, parce que le R.U. aujourd'hui revient plus cher !

A Panthéon, en A.E.S., si l'on veut être "au niveau" ce sont plus de 1 000 F. de livres, cartes, revues qu'il faut dépenser !

A Villetaneuse, en sciences, si vous ne voulez pas vous "planter" en info, matière sélective, achetez votre scharp ou même votre micro-ordinateur !

A Nancy, on a beau être "pauvre", de toute façon seulement 2 % des étudiants ont été exonérés alors qu'il est possible d'aller jusqu'à 10 % .

A Orsay, cet hiver, c'était avec une moumoute qu'il fallait venir en cours. Exceptionnel cet hiver ? Oui, exceptionnel que dans le plus grand centre scientifique de recherche, le radiateur à eau chaude cède devant l'accélérateur de particules ... !

A Toulouse, c'est par inexistance que l'attaque fut rude. de quoi, pensez-vous - non pas d'une gare SNCF ou les étudiants dormaient, c'était à la gare de Matabian, mais de chambres en cité-universitaire qu'il a été décidé de ne pas construire.

A Orléans, en première année de sciences les 3/4 de l'amphi ont raté le partiel de T.D. parce qu'ils ont fait des mesures fausses, tous les appareils étant déréglés faute de techniciens suffisants !

Vous le constatez, pas une crise, mais des multitudes d'attaques qui s'affrontent à la réussite de nos études, qui rabaisent nos conditions de vie et d'études à l'Université.

A chaque fois, ces atteintes ne riment pas avec des abstractions dogmatiques mais sont vécues à leur véritable niveau, c'est-à-dire comme des obstacles à une bonne formation, à la réussite de nos études, à de bonnes conditions de vie et d'études.

Leur nature réside dans leur diversité, dans leur contenu aliénant, dans l'objectif que ces atteintes ont toutes en commun, créer, développer ce que j'appellerais la "mal vie étudiante".

Ce décalage entre nos besoins pour vivre et étudier et ces réalités matérielles qui nous sont imposées, est-il nécessaire, est-il fatal ?

Mais malheureusement, ce n'est pas tout, la "mal vie" c'est aussi des atteintes idéologiques au droit d'être étudiant.

Des agressions idéologiques et politiques

A Lyon, en psychologie, c'est dès l'amphi de rentrée que le prof nous sermonne, "ne vous inquiétez pas si aujourd'hui tout le monde n'a pas assez de place, attendez un peu, dans quelques semaines, nous serons moins nombreux".

A l'IUT de Lille, en GEA, en gestion des entreprises, ce qu'on apprend aujourd'hui, c'est la meilleure façon de détourner la loi pour pouvoir licencier ! Vaste réponse aux inquiétudes, aux aspirations des jeunes de la région Nord-Pas de Calais !

A Saint-Denis, PARIS VIII, en géo-économie, c'est la liquidation du potentiel industriel qui rime avec modernisation ; et la modernisation de cette Université, avec quoi rime-t-elle ? Que de raisons d'être inquiet, mal à l'aise, d'abandonner même !

A Grenoble, en droit, le premier partiel ne correspond à rien si ce n'est un concours sélectif qui n'a que pour seul objectif d'épurer le plus possible l'amphi !

A Jussieu, Paris VI-Paris VII, à la lutte des étudiants dans un amphi sur nos conditions de vie et d'études est donnée comme réponse que "franchement" aujourd'hui, si l'on veut être les cadres de l'an 2 000, eh bien il faut souffrir et en passer par là !

Je pourrais continuer à multiplier les exemples, nous le ferons certainement dans le débat, mais ce qui est clair, c'est la nature de ces agressions : appel à l'abandon, renoncements à l'intervention, à la participation, au rassemblement, à la solidarité.

C'est cette multiplicité des attaques, dans leurs formes, leur contenu, leurs portées, leurs applications - je serais tenté de dire leurs richesses - qui entraînent cette multitude de situations, de différences d'un amphi à un autre, de comportements originaux et multiples, face à ces réalités.

Pourtant, et dans le même temps, si chaque vécu est en soi différent, et par là-même, la réponse à apporter, spécifique, nous avons vu que la nature des contraintes peut être définie, analysée et pour simplifier, globalisée.

A cet égard, une intervention collective est possible, qui porte sur la nature des attaques portées et des solutions nécessaires à chaque moment.

Je reviendrai sur cette intervention plus spécifiquement dans la troisième partie.

Je souhaiterais prolonger maintenant cette analyse de la crise étudiante en nous posant la question de sa nécessité et de sa fatalité.

Cette crise étudiante est-elle une nécessité ?

Quand un crime est commis, dit-on, on regarde d'abord à qui profite le crime. Cette question, si elle est abordée dans un esprit de dénonciation simpliste ne peut rien nous apporter. Dans le même temps, et en ce qui nous concerne, en tant que responsables des associations générales, il semble justifié de s'arrêter quelques moments sur ce que j'appellerais le diagnostic, après avoir abordé l'examen, afin de mieux cerner le traitement nécessaire.

A quoi va servir cette "élite républicaine" que l'on essaie d'extraire aujourd'hui de l'Université ?

Au dernier Collectif National nous étions partis de la situation dans le pays. Il ne s'agissait pas de nous faire plaisir mais bien de mieux comprendre la place de l'Université dans le processus économique social et politique du pays.

Je pense que notre réflexion aujourd'hui nous permet de mieux saisir, de mieux comprendre cette place.

Technip, L.T.T. ou la Seyne, même si à chaque entreprise correspond une situation spécifique, ce qui domine, c'est la volonté du patronat de casser le potentiel industriel.

Alors, l'Université pour ce même patronat doit se plier à ces objectifs et les coups qui sont portés tendent vers une logique générale.

L'idée de l'élite républicaine, l'idée originale avancée par le Ministère de l'éducation nationale c'est d'allier le souci de démocratisation de l'enseignement supérieur et l'asservissement aux besoins de ce patronat.

Mais alors, me direz-vous, existe-t-il aujourd'hui à l'Université des possibilités d'intervention pour améliorer nos conditions de vie et d'études puisqu'il "existe" quelque part une logique définie par des responsables qui sont loin de nous.

Peut-on former "plus et mieux" sans être en contradiction avec cette logique ?

Je pense qu'à cet égard la réponse est double.

En tant que subordonnée à ce besoin de créer une élite républicaine, la question posée s'affronte à un mur difficilement pénétrable. Il l'est, dans la mesure où les luttes sont menées partout avec acharnement et conviction, partout où la crise est combattue ; un exemple pour mieux me faire comprendre :

- A Montpellier, en décembre dernier, les travailleurs, cadres, ingénieurs et techniciens de 5 entreprises faisaient des propositions pour sauver leur entreprise de la casse. Les solutions nécessitaient la création d'une centaine de stages et emplois dans ces 5 entreprises.

- C'est par leur victoire, et donc l'instauration de solutions allant à l'encontre de la logique du patronat, que les étudiants avec l'UNEF ont avancé sur le débat de la formation professionnelle et obtenu près d'une centaine de stages pour les étudiants de la fac de sciences.

Nous le remarquons ici clairement, en quoi les initiatives lancées à partir du Congrès de Gardanne avec les travailleurs et la CGT sont porteuses pour nous de solutions positives et originales.

Le deuxième aspect de la question réside dans l'évolution actuelle de notre société. En effet, le progrès des sciences et des techniques, l'apport de nouvelles technologies, l'introduction permanente de l'informatique ouvre des possibilités immenses d'interventions qui, tout en étant en contradiction avec la logique du patronat, deviennent de plus en plus des nécessités urgentes liées au progrès normal de notre société.

Il existe donc là, un champ immense d'interventions, applicable dans n'importe quelle formation qui est à plus d'un titre une condition à part entière de l'amélioration de nos conditions d'études.

Enfin, si cette logique nous contraint à être attentifs à l'évolution de tout ce qui nous entoure, posons-nous un instant la question par rapport au vécu des étudiants.

Est-ce, par rapport à cette logique, paradoxale de mettre "à bas" tous les obstacles qui sont posés face à nos études ?

Je ne le crois pas. Et cela tout simplement parce que les atteintes à nos conditions de vie et d'études sont réellement en prise sur notre vécu et ne se situent à aucun moment en fonction d'objectifs politiques schématisés de transformation d'une logique.

Ce sont les étudiants qui sont confrontés à des réalités diverses, et qui, parce que ces réalités sont profondément vécues, positivement ou négativement, sont modifiables, transformables en rapport avec le niveau d'intervention de ces mêmes étudiants.

Nous l'avons vu, ni nécessité, ni fatalité, mais un ensemble d'attaques auxquelles correspondent autant de réponses aussi spécifiques et appropriées. J'y reviendrai bien sûr plus concrètement dans les perspectives.

A chaque question, une solution c'est possible, c'est de nous que cela dépend

S'il est possible, de définir, à chaque moment de notre vie à l'Université, les agressions à nos conditions de vie et d'études indépendamment entre-elles et isolément, il est donc possible, à chaque moment d'apporter une solution sans avoir besoin de déterminer à priori un objectif final.

Je crois que cette démarche correspond profondément aux nécessités qui sont les nôtres parce qu'elle place au coeur de toute notre intervention la notion du "vécu" par les étudiants.

C'est bien de ce vécu qu'il s'agit, quand au dernier Collectif National, nous parlions d'intervenir sur les vraies questions que se posent les étudiants.

Ce vécu, parce qu'il est une évolution permanente, est en prise avec les questions posées, les difficultés rencontrées dans nos études, les solutions qu'il permet d'avancer.

Il n'est pas une notion philosophique figée mais bien une réalité dynamique sur laquelle nous pouvons plus que jamais prendre appui.

C'est ce vécu et lui seul qui place les objectifs des solutions que nous avons à proposer pour améliorer nos conditions de vie et d'études et non nous comme nous avons trop tendance à le faire.

Nous, nos associations, nous sommes ce lien indispensable qu'il est nécessaire de faire germer pour que chaque agression se transforme en une volonté et une action plus forte encore afin de gagner sur d'autres solutions, afin de transformer concrètement nos conditions de vie et d'études.

Cette analyse de la crise étudiante, cette approche du vécu, même si elles ne sont pas exhaustives, et je pense que la discussion doit enrichir cette analyse, ouvre aujourd'hui des perspectives profondément nouvelles qui permettent d'approfondir avec lucidité notre démarche que nous avons élaborée depuis 5 ans, celle de la "SOLIDARITE ETUDIANTE".

Mais avant d'en venir aux perspectives, il est nécessaire et vous le comprendrez, de s'arrêter quelques instants sur le bilan de notre activité.

Existe-t-il un décalage entre cette analyse de la crise étudiante, du vécu, de la nature des solutions à apporter et notre démarche depuis la rentrée universitaire.

C'est l'objectif de la deuxième partie du rapport.

- II -

LE BILAN DE NOTRE ACTIVITE DE LA MISE EN OEUVRE DE NOTRE ORIENTATION

Comprendre ce que nous avons fait, pourquoi et comment, c'est essentiel, vital pour le syndicat étudiant. Il ne s'agit donc pas ici de tirer un bilan comptable, un bilan positif ou négatif, mais plutôt un bilan nous permettant de voir comment le syndicat a répondu aux besoins, aux questions des étudiants. C'est cette démarche qui devra nous guider tout au long de nos congrès d'associations, d'AGE ; tout au long de la préparation du Congrès National.

Notre bilan est un bilan contradictoire, à la fois nous avons fait avancer sur la vie associative à l'Université, à la fois nous rencontrons des limites, des limites par rapport aux réponses que nous apportons, aux besoins des étudiants. Je dis cela par rapport à l'ampleur que prend la crise à l'Université, et aux réponses qui sont nécessaires.

J'aborderai dans une première partie ce qui a avancé, ce qui a changé.

Et pour cela, il est important de comprendre pourquoi cela a changé. En effet, nous avons diversifié notre activité, nous avons développé la vie associative à l'Université sous différentes formes : au travers des journaux d'associations, de l'activité internationale, des oeuvres universitaires, de la formation professionnelle, de l'animation, de l'entraide.

Mais cela ne s'est pas fait tout seul, cette activité riche provient d'une évolution de notre réflexion sur les étudiants, sur leurs besoins, leurs problèmes, leur manière de vivre à l'Université. C'est cette réflexion qui a été le fil conducteur de notre orientation, de sa progression.

En effet, au Congrès de Reims, nous avons choisi de développer la solidarité, nous avons choisi une démarche correspondant aux besoins des étudiants, le mot besoin n'est pas restrictif : il s'agit souvent d'urgences, de véritables revendications, ce sont des besoins pour mieux vivre, mieux étudier, ou vivre et étudier différemment.

Les Etés, Jo. l'Unef c'est chaque jour
pour l'aboutir par gagner

A cette époque-là, face à une sélection toujours plus féroce, face à des mesures gouvernementales ayant pour but de casser le tissu étudiant les étudiants, avec l'UNEF prenaient le contre-pied de cette politique et répondaient aux besoins des étudiants.

C'est l'écho que cette démarche a rencontré chez les étudiants, au travers de luttes (loi Sauvage) qui nous a permis d'avancer, d'aller plus loin, d'envisager différemment le rassemblement des étudiants ceci afin de permettre à plus d'étudiants de se retrouver dans le syndicat et de faire vivre eux-même la solidarité étudiante, de décider.

C'est cette réflexion allant de pair avec une évolution des étudiants, de l'Université, qui nous a permis de proposer la démarche collective et l'association comme moyen de la réaliser, de la concrétiser.

La question centrale du Congrès d'Orsay : c'était les étudiants doivent décider de leur vie, de leurs études et l'UNEF doit être un moyen leur permettant de le réaliser. Cela nous a amenés à réfléchir sur notre façon de nous adresser aux étudiants. Nous avons alors encore trop tendance à leur imposer des décisions, des actions. Sans réfléchir avec eux, sans tenir compte de leur avis, nous leur demandions encore trop souvent de nous suivre et cela ne correspondait plus à ce qu'ils voulaient, à ce qu'ils recherchaient à la fac ; quoi de plus normal puisque ce dont ils souffraient le plus c'était justement que l'Université ne leur permettait pas de décider, qu'elle leur faisait tout subir du début à la fin de l'année universitaire.

Réellement, cette nouvelle manière d'envisager notre activité avec les étudiants au sein de l'association, c'est cela qui nous a permis dans un premier temps en mai 83, de créer un large rassemblement sur la loi d'orientation et ensuite c'est ce qui nous a permis de mettre en place toutes les initiatives, activités, associations dont je vais parler.

Je le disais au début notre activité s'est diversifiée, elle est plus large, parce qu'elle reflète davantage ce que veulent les étudiants, ce dont ils ont besoin. Parmi ces besoins, celui d'être informé et de participer à l'information des autres étudiants est très fort.

Faire la liste de tous les journaux d'associations peut nous permettre de mesurer à quel point cette activité rencontre un écho. L'AGE-Santé et son PIQUE TOUCHE, Limoges et l'AGORA, Orléans et sa résonance ou l'ECHO DES AMPHIS, Paris X INFO, Aix et son NOEUP PAPE, Paris VIII et SON CHAINON MANQUANT ... Besançon ... et j'en oublie sûrement !!

A chaque fois ces journaux sont l'affaire de plusieurs étudiants qui de près ou de loin participent à sa rédaction, à sa diffusion.

L'activité internationale, depuis de nombreuses années, nous n'avons pas eu une activité aussi riche dans ce domaine, en effet, les initiatives sur les questions internationales ont été ou seront d'une grande ampleur.

- Toulouse, la semaine internationale de l'étudiant,
- Nanterre, Palestine l'AFS,
- Nice, Palestine journée de paix,
- Lyon, soirée Amérique Latine,
- Marseille, Festival international en mars,
- Le colloque sur la présentation de la guerre nucléaire par l'AGE santé de P12.

l'Unef d'ATout
par gagner
l'Unef chaque jour
l'ATout par charger

Les oeuvres universitaires : un point sensible pour l'UNEF et là-aussi une activité riche correspondant aux besoins des étudiants. Besoin des étudiants de s'exprimer sur ce qu'ils veulent pour manger, dormir, se divertir ; besoin que nous avons fait s'exprimer lors du vote national. Mais dans ce domaine, nous rencontrons des limites car nous ne nous attachons pas assez au vécu quotidien des étudiants pour résoudre avec eux les problèmes qu'ils rencontrent.

L'animation : là-aussi, que d'activités, de projets en cours qui sont à chaque fois l'émanation de ce que veulent les étudiants et en priorité ce dont ils souffrent : le manque de contacts, d'échanges, de vie culturelle. Nous avons beaucoup de ciné-clubs rassemblant des centaines d'étudiants. Une de nos limites, c'est encore de décider trop souvent sans eux, de ne pas les associer à cette activité.

L'animation, c'est le projet du campus de Grenoble : donner vie au campus.

La C.A.E.L. : des services que peuvent utiliser les étudiants pour faire leurs études dans d'autres conditions. La CAEL est aujourd'hui encore trop utilisée de manière commerciale. Nos associations et les étudiants ne s'en servent pas assez pour répondre à leurs besoins, à leurs projets. La CAEL est encore trop conçue en tant que telle, elle gagnera beaucoup à Grenoble en permettant aux étudiants d'organiser leur journée B.D., leur centre micro-informatique.

Il n'empêche que toutes activités, si elles présentent des limites, n'en sont pas moins des lieux de rassemblement, d'expression des étudiants, qui dans les UER, les Universités où elles existent, ont réellement changé le climat, permis aux étudiants de se sentir mieux à la fac.

Avec l'association, son ciné-club, son journal, ses expos, ses débats, les étudiants ont fait ensemble l'expérience d'une démarche autre que celle de l'individualisme.

Ils ont approché le syndicat, ils s'y sont retrouvés en ne se sentant ni matraqués, ni agressés, ni embrigadés ; ils ont vu que toutes ces activités ont rencontré un écho très favorable chez les étudiants.

Pour eux, le syndicat est accessible ils comprennent mieux son originalité, sa spécificité, notre image a réellement évolué : en tant que tel, cela constitue une avancée considérable que nous ne devons en aucun cas négliger, car elle est prometteuse pour l'avenir.

Je le disais au début, **notre bilan est un bilan contradictoire** car à la fois nous avons permis à des milliers d'étudiants de faire des choses ensemble, de faire l'expérience de la solidarité étudiante, à la fois nous pouvons nous poser sérieusement la question : **avons-nous pour autant répondu à toutes les questions, à tous les problèmes des étudiants ?** Avons-nous été totalement à la hauteur face à la crise qui s'est développée à l'Université, face aux difficultés grandissantes que rencontrent les étudiants pour étudier ?

Je répondrai non et c'est dans ce sens, je pense que notre bilan est contradictoire.

Que nous a-t-il donc manqué pour répondre aux questions et problèmes des étudiants et dans quels domaines, d'abord, avons-nous été défaillants ?

Ces domaines dans lesquels notre activité n'a pas été à la hauteur sont avant tout les domaines de la vie quotidienne. En effet, nous n'aidons pas assez les étudiants à résoudre leurs problèmes de bourse, de dérogation, d'inscription, de choix d'U.V., d'examens. Ces difficultés nécessitent souvent une aide individuelle que nous avons tendance à négliger, d'autant plus que nos élus se font rares. Pourtant cette aide est indispensable, car les problèmes individuels sont souvent la source d'échecs, d'abandons, de repliement sur soi-même, d'individualisme. On se "démerde" tout seul pour ces questions là et ainsi on adopte cette démarche individualiste pour l'ensemble de sa vie universitaire.

S'attaquer aux racines de l'individualisme, à la crise qui frappe de nombreux étudiants, c'est être utile individuellement quotidiennement, à chaque étudiant. Il nous faut réfléchir à notre intervention dans ce sens, car cela nécessite une organisation un peu particulière : utiliser nos locaux pour tenir des permanences, former nos élus et leur donner tous les moyens d'être efficaces car je pense que ce sont avant tout nos élus qui doivent jouer ce rôle. Mais attention à la délégation de pouvoir, l'image du syndicat a changé, cela signifie qu'il n'apparaît plus comme la Croix Rouge, il est réellement possible d'avoir une activité conjointe de nos élus et de nos associations.

Je pense qu'il est indispensable pour l'UNEF de répondre à ces problèmes quotidiens, d'autant plus qu'avec l'association, le rassemblement, nous avons la possibilité de dépasser la délégation de pouvoirs et au contraire, de permettre aux étudiants de décider davantage et sur toute leur vie, de trouver des solutions à leurs problèmes, à tous leurs problèmes.

Le second aspect sur lequel je pense notre activité n'a pas été à la hauteur concerne les questions collectives : contenu des études, réformes, oeuvres universitaires, conditions d'examens, conditions de vie.

Mais ce deuxième aspect découle du premier en l'occurrence de notre absence sur le terrain de la défense des intérêts individuels des étudiants.

Pourquoi en découle-t-il ? Simplement parce que chaque problème vécu individuellement par un étudiant est potentiellement un problème collectif.

Par exemple, un étudiant vit mal le contenu de ses cours, la sélection aux examens, bien sûr sa manière de réagir tient compte de sa personnalité, mais quand 70 % des étudiants finissent par échouer en fin d'année, il y a là-dessous un problème global.

Et c'est ce problème global ou plutôt ces problèmes globaux sur lesquels nous ne sommes pas assez vigilants.

- les conditions d'études se dégradent,
- la sélection sociale augmente, moins 40% d'enfants de travailleurs,
- l'Université délivre moins de diplômes,
- la sélection aux examens ne cesse de croître,
- la réforme du 1er cycle se transforme en véritable champ de bataille,
- aujourd'hui, les offensives contre le service public qu'est l'Université ne manquent pas : transformer les UER en écoles ou en instituts, les Universités libres sont à l'ordre du jour.

Face à toutes ces attaques qui se manifestent sous des formes diverses, nous n'avons pas été à la hauteur ; je serais tenté de dire, nous n'avons pas vu les différentes modalités de la crise gagner du terrain, se multiplier, frapper de plus en plus fort. Je pense même que sur certains points, notre démarche a été porteuse d'illusions.

Prenons la réforme du 1er cycle, nous nous sommes battus pour qu'elle voit le jour, nous avons permis à des milliers d'étudiants de dire ce qu'ils voulaient changer dans leurs études. Nous étions les seuls à nous battre ainsi, nous avons mille fois raison, nous avons gagné. Mais pour la suite nous n'avons pas su gagner réellement une bonne application, une bonne mise en place de la réforme, nous avons trop raisonné en terme de grands objectifs, et nous n'avons pas fait suffisamment attention à la réalité quotidienne, nous n'avons pas su transformer notre essai dans les T.D., les amphes, et pourtant les étudiants étaient prêts, je le pense, ce qui aboutit aujourd'hui à une réforme qui aggrave dans bien des cas la situation des étudiants. Cela ne signifie pas qu'il soit trop tard, mais nous devons en tirer les enseignements pour aujourd'hui répondre aux problèmes qui sont posés par ces nouveaux premiers cycles et en premier lieu permettre l'expression des étudiants, la susciter, s'en donner tous les moyens, jouer notre rôle de syndicat qui anime les luttes, les débats.

Notre intervention dans ces différents domaines n'a pas été à la hauteur mais il faut que nous nous comprenions bien sur ce que cela signifie.

Il ne s'agit pas de nous flageller, de nous faire mal, il s'agit de réfléchir, de regarder les choses en face ; et dans ce sens, nous n'avons pas toujours été à la hauteur face aux besoins, aux exigences des étudiants, mais également face à une situation générale à l'Université qui va en se dégradant.

Par rapport à cela, nous ne sommes pas à la hauteur ce qui implique que nous réfléchissions sur les étudiants, l'Université et également sur notre manière de prendre en compte tout cela.

Faire le bilan, c'est mettre en parallèle ces deux aspects afin d'avoir une appréciation juste de notre bilan, de la réalité.

Apprécier justement notre bilan signifie qu'il ne faut pas négliger ce que j'expliquais dans ma première partie, à savoir que le syndicat s'est réellement ouvert, transformé ; cette ouverture pouvant nous permettre aujourd'hui d'aller plus loin, et de nous attaquer à répondre aux différents problèmes que se posent quotidiennement .

Je pense que nous avons fait la preuve, même si cela n'est pas acquis définitivement, que nous pouvions rassembler, être une force.

Aujourd'hui, pour l'avenir, nous en avons besoin.

QUELLES PERSPECTIVES ?

L'analyse de la crise que l'on vit à l'Université appelle une réflexion nouvelle de l'UNEF.

Comment combattre la crise ? Autour de quels objectifs ?

On l'a vu, la situation que l'on vit chaque jour à la fac, est faite de multiples attaques portées de toute part sur chacun des aspects de notre vie, de nos études. C'est là que le syndicat doit agir, sur chacun de ces points, ne laissant rien passer. En clair, il s'agit de répondre à tous les besoins des étudiants ; ils sont immenses.

Nous proposons cependant d'inscrire l'ensemble de nos réponses, de nos activités autour de 4 objectifs essentiels.

Quatre objectifs essentiels

En disant cela, je tiens à l'expliquer que ce que cela veut dire.

En donnant ces 4 objectifs fondamentaux, nous ne voulons pas redéfinir 4 axes revendicatifs, nous ne voulons pas donner 4 thèmes ou mots d'ordre. Loin de là car cela substituerait notre bataille sur chacun des besoins.

Ces objectifs rassemblent chacun une multitude de besoins, de revendications en leur donnant un cohérence, un lien nécessaire pour élever à chaque fois le niveau de l'intervention des étudiants. je voudrais d'ailleurs là encore insister sur une idée importante : ce niveau de l'intervention des étudiants, ce n'est pas nous, à l'UNEF qui le fixons à priori. Ce sont les attaques, la situation que l'on vit, elles-mêmes qui exigent un haut niveau dans notre intervention, dans notre bataille.

Les objectifs doivent donc constituer pour nous des références, des points d'appui.

Venons-en au premier d'entre-eux :

A - LES ETUDIANTS ONT BESOIN DE BONNE ETUDES

C'est une exigence majeure chez tous les étudiants : des études intéressantes, riches, qui touchent à tout, approfondies, des études en lien avec notre futur métier ; on est loin du compte, chacun d'entre-nous le sait bien.

Les programmes sont figés, le choix des U.V. souvent limité, les cours magistraux constituent encore l'essentiel de notre enseignement, les T.D. n'en sont souvent qu'un simple complément. Le moins que l'on puisse dire c'est que la pédagogie n'a pas encore été traversée par un ras de marée de neuf, la conception des examens devient de plus en plus élitiste. Peu de facs organisent encore des stages "sur le terrain", l'aspect culture générale est revu en baisse : on pourrait aller bien plus loin encore dans l'énumération.

C'est cet ensemble d'attaques qui ont prévalu à notre détermination pour obtenir la loi sur les enseignements supérieurs, la réforme des lers cycles.

Pourtant, si des progrès ont eu lieu sur l'accueil, l'entrée à l'Université, cela ne va pas ; les mêmes continuent à porter les mêmes attaques, plus dures, plus élitistes encore.

Cela n'est pas bon, ni pour nous, ni pour l'Université de notre pays. C'est à chaque fois des obstacles supplémentaires à notre réussite, à nous sentir bien à la fac, à comprendre et maîtriser notre rôle.

Ce que nous voulons est bien différent. Nous voulons des cycles vraiment renouvelés, ouverts à tous pour des études complètes permettant à chacun de s'y retrouver, d'y trouver son compte pour satisfaire ses ambitions.

Nous proposons pour cela notamment :

- * la constitution, partout, de véritables équipes pédagogiques permettant un réel suivi des étudiants. C'est là une solution efficace permettant d'en finir avec les examens quillotines et autres tests d'évaluation qui permettent tout,

- * la mise en place de méthodes pédagogiques nouvelles faisant appel aux techniques modernes,

C'est sur ces propositions que nous proposons d'agir pour transformer les cycles notamment et inverser la tendance actuelle.

Mais les solutions ne sont pas elles-mêmes figées, uniques, elles doivent être débattues, peu importe pour peu qu'elles contribuent réellement à gagner de bonnes études.

B - LES ETUDIANTS ONT BESOIN DE BONNES CONDITIONS DE VIE ET D'ETUDES

Et quoi de plus normal alors que l'on y passe de 2 à 7 ans de notre vie !!! Quoi de plus normal que de vouloir que le moindre aspect de cette vie ne soit pas un obstacle, une contrainte de plus. ~~Ce n'est pas le Pérou.~~ Pourtant là-encore, rien ne va pas, pas du tout ! Qu'on en juge. Un étudiant sur 10 est logé en cité-U, des cités-U souvent délabrées rappelant les cages à lapins, des campus en béton, inhumains, où rien n'est fait pour se détendre, se rencontrer, où tout invite au repli sur soi et à l'isolement, des transports chers, inadaptés, des restos-U vieux, inadaptés aux horaires, où l'on attend trop longtemps pour manger si mal. Un système de santé peu développé, peu efficace, des bourses et des ressources insuffisantes pour faire face à tous les frais d'études. Et quand je dis que cela ne va pas du tout, les étudiants exclus de la fac, ceux qui la quittent, les enfants d'ouvriers notamment, ceux-là même qui ne représentent plus que 8,6 % des étudiants en 84 contre 13,4% en 81 sont là pour le confirmer car ils subissent en premier lieu toutes ces contraintes, toutes ces attaques.

C'est tout cela qui nous a guidés dans l'élaboration de nos propositions pour transformer les oeuvres universitaires.

Je voudrais ici les rappeler rapidement :

- * Concernant la restauration, nous proposons la création de conseils de restau-U décisionnels et la mise en place d'un tarif réduit boursiers-résidents le soir et le week-end.
- * Pour les bourses nous en voulons la réévaluation adaptée au budget réel d'un étudiant. Nous proposons leur mensualisation partout et le changement des critères d'attribution. Dans le même temps, nous exigeons le blocage des droits d'inscription.
- * Au sujet du logement, nous proposons que les conseils de résidences aient de réels pouvoirs de gestion et la construction de logements sociaux.
- * Nous proposons pour les transports, la mise en place partout de cartes d'abonnement prises en charge à moitié pour les boursiers.
- * Nous proposons également le remboursement de la cotisation MNEF par les oeuvres universitaires.
- * Enfin, pour aller vite, nous voulons que les nouveaux conseils des études soient à charge d'organiser avec les oeuvres universitaires l'animation et la vie culturelle sur les facs et les campus.

Là-encore, il ne s'agit pas de propositions à prendre ou à laisser, mais ce sont des solutions possibles, à enrichir. Des propositions sur lesquelles nous voulons engager le débat et l'action pour une véritable transformation des oeuvres universitaires. Et, là-encore, tout est possible pour peu qu'à chaque fois ces propositions constituent une réponse adaptée à chaque problème vécu pour le "mieux vivre" à la fac.

C - LES ETUDIANTS ONT BESOIN DE POUVOIR S'EXPRIMER ET DECIDER

C'est là un point important sur lequel il faut s'arrêter, de plus en plus de copains en expriment l'exigence mais de plus en plus d'étudiants aussi.

Et c'est normal là encore ! Combien d'entre-nous ont réellement la possibilité, l'occasion d'organiser ou d'assister à des débats en T.D., en cours ? Combien d'entre-nous ne souffrent pas de l'autoritarisme régnant dans les U.E.R., autoritarisme des profs qui nous saquent, qui comme à Orléans en sciences, ne cachent pas leurs visées racistes, qui nous découragent et nous poussent à abandonner.

Autoritarisme des administrations qui compliquent tout, qui nous prennent pour des moins que rien. Les choses n'iraient-elles pas mieux si les élus étudiants étaient pris vraiment comme des responsables ? Tout se passe dans notre dos, on nous joue des mascarades de concertation, en fait tout se décide contre nous ! C'est ce qui se passe au niveau de nos examens, du contenu de nos cours. Mais n'est-ce pas aussi ce qui fait que nos élus ne se sentent pas bien à leur place, ne se sentant pas utiles.

Mais l'autoritarisme c'est aussi tout ce que j'appelais en première partie "attaques idéologiques". Notre enseignement n'est pas objectif, il ne nous laisse pas choisir, cela est remarquable en économie ou en histoire.

Alors, arrêtons là les frais : il est temps qu'un vent nouveau de démocratie souffle dans nos facs. Cela, ça se gagne point par point.

Mais sur ce point, il est urgent que nous agissions parce que ce sont autant de situations mal vécues, autant de freins pour se sentir bien à la fac, pour bien étudier.

C'est pour cela que nous proposons notamment :

- Que les étudiants dans chaque amphi, chaque T.D., chaque U.V. choisissent leurs délégués, que ces délégués soient reconnus et siègent dans l'ensemble des commissions,
- Que les conseils des études, aient un véritable pouvoir décisionnel et soient compétents sur toutes les questions que décident les étudiants,
- Que dans les programmes, une large part soit donnée, aux échanges, aux débats, aux conférences,
- Que le droit de vote soit enfin complètement reconnu, c'est-à-dire que les élections soient un moment fort de la vie universitaire, que les élus étudiants siègent d'égal à égal avec les professeurs, décident réellement

Il y a d'autres solutions, bien d'autres. A Limoges, elles ne seront pas les mêmes qu'à Lyon. Peu importe encore pour peu qu'elles aillent vraiment vers une vie démocratique réelle à la fac, pour peu qu'elles permettent à tous de s'y sentir mieux.

D - LES ETUDIANTS ONT BESOIN D'UN VRAI DIPLOME, D'UN VRAI EMPLOI, TOUT DE SURE

C'est une véritable question. Un étudiant sur deux quitte la fac sans diplôme, le chômage des jeunes diplômés grandit. L'embauche sous-qualifiée est monnaie courante, le délai entre l'obtention du diplôme et l'emploi s'allonge, le nombre des D.U.T. délivrés a regressé, les formations LEA sont méconnues des établissements et surtout elles ne correspondent pas à leurs besoins.

Fatale cette situation ? Non, sûrement pas. Nous venons de le démontrer à Montpellier par exemple puisque avec les travailleurs de 5 entreprises de la région, c'est près de 100 stages ou emplois gagnés en plus pour les étudiants de la fac de sciences.

Fatale, alors qu'avec leur syndicat, les travailleurs de Rhône Poulenc, de LTT, de Renault, de Technip, de Creusot et de la Seyne, élaborent des projets de relance réalistes pour leur entreprise, des projets demandant des milliers d'emplois en plus, d'emplois qualifiés, modernes.

Mais là-encore, la situation actuelle ne peut que décourager les jeunes, les contraindre à s'arrêter avant le diplôme, les amener des mois de bureaux en bureaux et de refus en refus.

Alors que faire ? Si ce n'est là-encore agir dans chaque fac pour gagner une formation adaptée pour rechercher, faire connaître et élargir l'ensemble des débouchés possibles.

Nous proposons par exemple dans ce domaine :

- Une réelle information auprès des lycéens en tout premier lieu sur les filières, l'orientation, les débouchés. cela passe par l'organisation de véritables forums "étudiants/lycéens" partout ce printemps. Mais cela doit continuer tout au long des études. A cet effet, il est possible de rassembler les étudiants pour prendre contact avec les établissements, les C.E., les syndicats et recenser tous les stages, emplois possibles.
- Nous proposons également lors de ces contacts, d'adapter les formations aux réels besoins de la région, mais cela doit se faire avec les élus, les délégués de T.D.
- Nous proposons que les oeuvres universitaires jouent pleinement leur rôle en aidant les étudiants dans l'attente de leur premier emploi.
- Enfin, nous refusons l'utilisation de nos compétences, de nos diplômes, c'est pourquoi nous refusons que des TUC soient mis à la disposition des jeunes diplômés de moins de 21 ans (DUT, DEUG, Licences ...), ces TUC sont sous leur forme, la négation de nos qualifications, il ne faut pas permettre cela.

Encore une fois, les solutions pour l'emploi, la qualification, l'orientation sont multiples. Elles dépendent bien souvent des formations, des régions.

Mais là encore, elles sont toutes valables pour peu qu'elles aillent dans le sens de la pleine utilisation de nos compétences.

Ces objectifs fondamentaux ne constituent pas un cadre strict et figé, ils s'inscrivent réellement dans notre projet, celui d'une Université nouvelle, ils s'inscrivent dans une lutte acharnée contre cette situation quotidienne que nous vivons.

La solidarité étudiante :

notre démarche, c'est le moyen pour y parvenir

La crise que nous vivons, ces attaques que nous subissons appellent des réponses multiples.

Tel est bien le rôle d'un syndicat responsable que d'aider à élaborer ces réponses, à les faire gagner.

Mais cela nécessite l'intervention de tous les intéressés de tous les concernés. Mieux cela nous appelle à créer les conditions de rassembler de mobiliser tous ceux qui vivent les mêmes problèmes, qui ont les mêmes besoins, c'est cela la SOLIDARITE ETUDIANTE.

ce n'est ni le rêve d'un million d'étudiants solidaires, coudes à coudes, ni une théorie pour plaire à certains, mais bien la volonté, de faire se rencontrer, faire débattre et faire agir ensemble tous ceux qui sont décidés à élaborer et à mettre en place des réponses d'un type nouveau.

Il s'agit donc vraiment d'une démarche, d'un souci permanent ; le souci de mettre tout le monde dans le coup, le souci de gagner sur chaque obstacle en opposant notre logique, nos réponses, nos solutions.

Certes, mais quoi de neuf dans tout cela me direz-vous ? Rien ? Non ! La solidarité étudiante n'est pas vraiment une idée neuve. Ce qui est neuf, c'est la pratique quotidienne que nous voulons en faire.

Car il ne s'agit plus tant de voir les problèmes ou les aspirations et de proposer quelque chose, mais plus de définir avec les étudiants eux-mêmes les réponses adaptées qu'il faut.

Notre bilan montre à quel point déjà nous pouvons parvenir à un haut niveau de propositions et d'actions. Nous avons vu que notre démarche, large, ouverte a déjà permis de grandes avancées.

Vraiment nous pouvons faire confiance aux étudiants si nous les y aidons pour formuler les réponses qu'il faut à telle ou telle situation.

Quand je dis "si nous les y aidons", cela veut dire en clair si nous leur permettons de débattre ensemble, dans l'amphi de leur vécu ; cela veut dire aussi et surtout si nous montrons bien le niveau des solutions à atteindre.

Je prendrai un exemple pour illustrer cela : un amphi de 1ère année d'éco où 8 partiels sont regroupés en une semaine. Cela nous le vivons souvent sans pour cela agir.

Premièrement, ce que nous proposons, c'est d'organiser le débat, notamment autour des contraintes que cette situation suppose ; c'est-à-dire l'assurance de ne pas réussir partout. C'est cela qu'il faut montrer d'abord.

Deuxièmement, montrer le niveau de solutions à atteindre, c'est notamment faire partager par tous la proposition d'une "commission examens" où les étudiants décident avec les profs du déroulement et des modalités de contrôle.

Troisièmement, pour y arriver, il faut tout de suite apporter une réponse immédiate, cela peut être l'étalement sur deux semaines par exemple mais pas seulement. A ce niveau là, les réponses possibles sont multiples.

Quatrièmement, montrer quel est, où est le responsable de cette situation sur lequel il faut agir, diriger notre action, notre lutte.

Je m'excuse d'avoir ainsi découpé, schématisé cette situation, mais il me semble que c'est nécessaire une fois, car c'est cela qu'il faut mettre en pratique.

Nous ne pouvons faire l'économie ou sauter sur aucun de ces quatre points.

En effet, la situation que l'on vit et les pressions qu'exercent sur nous les profs notamment, sont telles que c'est notre responsabilité de montrer à chaque fois que tout cela est un peu plus de mal vie, un peu plus d'échecs et d'abandons. Elles sont telles qu'elles appellent à des solutions souvent de haut niveau que j'ai développées dans les 4 objectifs.

Des solutions qui par contre peuvent rester utopiques ou non crédibles si on ne montre pas que pour y arriver, de multiples réponses immédiates sont possibles et que c'est pour cela qu'il faut agir d'abord.

Et les responsables de ce que nous vivons ? Cette étape non plus, ne la ratons pas.

Nos profs le sont, les administrations et chacun de tous leurs bureaux. Les directeurs d'UER, les directeurs des CROUS ou de cités-U, le Ministère, les recteurs, tous apportent sur les questions dont ils s'occupent leur note personnelle à la crise qu'ils nous imposent, les attaques, ce sont eux qui les portent.

Il n'y a pas un responsable, mais de multiples responsables qu'il convient de connaître, de montrer, c'est déjà une manière efficace de lutte.

Voilà donc ce que nous proposons vraiment, c'est un véritable rassemblement pour des solutions différentes, nouvelles. Ce que nous proposons, c'est de faire converger les étudiants vers ces solutions à partir de leur vécu, à partir des réponses immédiates dont ils ont besoin. La solidarité étudiante, c'est donc une pratique, une démarche active, quotidienne.

Mais, est-ce vraiment possible ? Je réponds oui, mais cela demande que l'on s'arrête sur les étudiants.

Pas pour les redéfinir, par pour revenir sur leurs aspirations, mais aller plus loin dans notre réflexion. De toute notre activité, nous pouvons en effet dire que les étudiants sont divers, qu'aucun ne se ressemble vraiment. Dans un même amphi, en IUT ou en lettres, en 1ère année ou en thèse, à Montpellier ou à Dijon, ils sont bien différents dans leur vie, leur vécu, leur sensibilité, leur façon d'agir.

Cela, nous devons plus le prendre en compte, le mesurer car, cela démontre à quel point, les solutions plaquées, venues d'en haut ne conviennent pas.

Différents aussi, ils le sont dans leur manière d'apprécier et de ressentir leurs conditions de vie et d'études, leur avenir.

Pour certains ce qui compte avant tout, c'est la mal vie des campus, l'isolement, pour d'autres, ce sont les conditions matérielles, d'autres encore sont avant tout sensibles au contenu de leurs cours.

Mais pour tous, ce qui est déterminant, c'est qu'ils ont des besoins immenses. Ce mot besoin n'est ni restrictif, ni banal car il s'agit le plus souvent d'urgences, de véritables revendications à satisfaire. Ce sont des besoins pour "mieux vivre" "mieux étudier" "mieux réussir".

Dans un amphi, un T.D. chaque étudiant a au moins un de ces besoins à satisfaire à exprimer. Cela, c'est l'évidence, peut être mais c'est nouveau de le dire en tant que tel car en soi chacun de ces besoins est une perspective d'action.

Cela démontre à quel point nous ne pouvons pas avoir, à aucun niveau, une image figée au schématique des étudiants que nous sommes.

Voilà qui change bien jusque dans notre manière d'intervenir, car si tels sont bien les étudiants il nous faut être capables de prendre complètement à notre compte ce qu'ils sont, ce qu'ils disent, ce qu'ils pensent. En clair, il nous faut nous emparer des étudiants, ça n'est pas rien ! !

Cela en suppose une capacité d'écoute, de débat, d'explication mais c'est pourtant comme cela qu'il faut agir !

En résumé, notre démarche ainsi approfondie est une démarche qui va au rythme des étudiants.

Ayons bien cela à l'esprit.

Mais aller au rythme des étudiants, cela ne veut pas dire temporiser, cela ne veut pas dire revoir en baisse nos objectifs ; au contraire, c'est permettre à chacun de prendre toute sa place, de résoudre un à un les questions. C'est permettre à chacun en élaborant des réponses immédiates d'avancer vers des solutions, vers une logique différente.

En fait, c'est ainsi que nous construisons l'Université nouvelle que nous voulons.

Mais dire tout cela, nous amène à définir un syndicalisme vraiment original, vraiment étudiant.

Ca sera la dernière partie de ce rapport.

L'UNEF, un syndicat vraiment étudiant !

Lors de notre bilan, nous avons noté que nous avons progressé à l'image du syndicat aux yeux des étudiants. Il nous faut aller plus loin aujourd'hui et franchir un cap décisif dans les liens intimes étudiants/syndicat, dans le nombre d'étudiants que nous rassemblons. Franchement, je pense que ce rapport en ouvre les perspectives.

A - LES ETUDIANTS ONT BESOIN DU SYNDICAT...

Cela, c'est l'évidence. Tout ce que l'on vient de voir appelle, réclame l'existence du syndicat puissant capable de rassembler, de poser en clair les solutions, les transformations nécessaires. Les étudiants ont besoin du syndicat pour résoudre leurs questions pour s'exprimer, pour mieux vivre, mieux étudier.

L'UNEF est la seule force à l'Université ouvrant une telle perspective. Regardons autour de nous. Des organisations il y en a, on les connaît. Toutes sont différentes dira-t-on. Pas du tout, elles ont toutes en commun, qu'elles appellent à la résignation, qu'elles demandent encore plus d'obstacles, plus de sélection.

Le CELF veut plus de sélection, alors que l'UNEF ID, demande l'allocation d'études pour tous, est-ce bien différent ?

Le CELF n'agit jamais dans les facs, alors que l'UNEF ID ne montre que des objectifs intouchables, est-ce bien différent ?

Décidemment, les étudiants ont besoin de leur syndicat, de l'UNEF qui ne laisse rien passer, qui ne transige sur rien. L'UNEF un syndicat réellement indépendant, et ce n'est pas banal de le dire, car indépendant, nous le sommes vraiment, complètement à partir du moment où nous partons uniquement du vécu de chacun, des priorités de chacun, bref des étudiants. Laissons aux autres le plaisir de se proclamer indépendants quand ils décident tout à 4 ou 5 divisés en 2 ou 3 tendances. En attendant, c'est nous qui sommes sur le fond, chaque jour, ni complaisants, ni partisans.

B - C'EST POUR GAGNER QUE LES ETUDIANTS SE RASSEMBLENT

Je tiens à m'arrêter sur ce point ; ça vaut la coup. On l'a vu chaque situation vécue appelle des besoins, des exigences. Mais cela, ça se gagne, par la lutte, l'action, par la mobilisation des concernés.

Et c'est cela le rassemblement que l'on veut. Nous avons eu tendance avec le bulletin d'adhésion à l'association à vouloir organiser le rassemblement de tous ceux qui voulaient "faire quelque chose à la fac". Mais n'était-ce pas un peu rabaisser le niveau de ce qu'il fallait.

Créer un ciné-club ou dédoubler un T.D. c'est deux points bien différents, pourtant, il s'agit bien de deux luttes dès lors qu'on considère que tant le ciné club que le T.D. dédoublé sont des réponses immédiates à des problèmes majeurs à la fac. Dès lors, notre capacité à rassembler est bien plus importante, bien plus audacieuse car l'association rassemble ceux qui veulent gagner, répondre à leurs préoccupations.

Cela constitue une avancée majeure dans notre démarche. Il faut le mesurer.

Il en va de même au restau-U, les pétitions, les boycotts, nous en avons mesuré les limites, pourtant les horaires, l'ouverture d'une troisième chaîne, des menus améliorés, cela demeure des réponses concrètes qui doivent voir le jour. Dès lors le meilleur débouché que l'on peut donner n'est-ce pas la mise en place du conseil de restau-U qui dépend du seul directeur du CROUS. Là-encore, sur un problème différent, nous rassemblons ceux qui veulent gagner en donnant la bonne perspective, mais à partir de ce que veulent les étudiants.

Il en va de même pour l'animation des facs dès lors que nous posons avec force la nécessité de celle-ci pour mieux étudier et mieux vivre, dès lors que les étudiants auront répondu, il faut tout de suite un ciné-club, un club micro-info, par exemple, alors nous pourrions gagner les crédits culturels nécessaires du CROUS parce que ceux qui ne supportent pas l'isolement se seront rassemblés pour gagner. Car sachons que l'existence même du ciné-club ne pose pas en soi la nécessité d'aller plus loin.

Et voilà bien pour nous, une manière de syndiquer différente, mais une manière pour syndiquer plus. Pas syndiquer à l'Association pour l'association, mais syndiquer pour gagner dans la lutte et l'action en sachant que lutte n'est pas un mot restrictif mais qu'il regroupe une série de formes, d'aspects.

Ainsi, parce que ce qu'il faut gagner et comment il faut le gagner est débattu par les étudiants, nous pouvons alors syndiquer tous ceux qui sont déterminés, tous ceux par exemple qui veulent leur ciné-club.

Mais permettez-moi ici de m'arrêter sur un aspect essentiel, sur un atout considérable que nous possédons pour aller plus vite, plus loin : je veux parler de la C.A.E.L., de la coopérative des étudiants.

La C.A.E.L., un atout considérable, oui elle l'est et je veux prendre ici deux exemples : deux exemples qui montrent bien qu'il ne s'agit pas d'un atout en soi, mais d'un atout qui permet à chaque association d'élaborer des réponses concrètes, positives, pour aller plus vite, plus loin.

Nous vivons encore à ce jour, une période permanente d'examens. Trop souvent, je n'y reviens pas, nous y sommes mal préparés, livrés à nous-mêmes. Pour éviter l'échec, les annales, les polys, les photocopies des cours ratés sont trois réponses immédiates, incontournables. Avec la CAEL, l'association possède l'atout pour satisfaire ces besoins tout de suite, sur place, à bas prix. Atout formidable oui, qui permet un débouché immédiat à ces priorités.

Parce qu'ils veulent gagner une meilleure préparation aux examens, les étudiants concernés utilisent la coopérative pour obtenir par exemple du prof le tirage du poly qui manque. Parce qu'ils veulent gagner les annales, les étudiants utilisent la CAEL comme une réponse à l'autoritarisme de la fac qui les refuse.

C'est clair donc, une fois que les étudiants ont réfléchi à leurs besoins, la C.A.E.L., c'est l'atout qui permet d'élaborer les réponses adaptées, la C.A.E.L. est alors dans ces conditions un atout efficace de lutte contre la crise.

Je disais en première partie que l'introduction des nouvelles technologies liée au progrès de notre société ouvre des possibilités immenses d'intervention. C'est un besoin que chacun ressent que de maîtriser l'informatique par exemple.

Pourtant, on est loin du compte, peu de facs offrent la possibilité, ou bien seulement pour des filières pointues. Eh bien nous avons décidé d'utiliser la C.E.A.L. afin qu'elle permette l'installation dans chaque ville universitaire de véritables centres d'initiation à l'informatique. Là encore, l'UNEF avec la C.A.E.L. c'est le moyen efficace d'apporter une réponse à un réel besoin.

On le voit sur ces deux exemples, la C.A.E.L. c'est l'atout nécessaire pour aller vite et loin, je pourrais ainsi parler des cafets. En soi, un cafet ça ne résoud rien, par contre quand l'association la propose comme une réponse à l'isolement, les étudiants concernés s'en emparent, la développent, en font un lieu d'animation, bref encore, la C.A.E.L., c'est un atout permettant à l'association d'élaborer des réponses à nos besoins.

Dans le même temps, c'est comme cela que les étudiants eux-mêmes, parce qu'ils veulent gagner, sur l'isolement, le manque de moyens matériels ... participent à la construction et au développement de leur patrimoine.

La préparation du Congrès doit être une étape pour développer la C.A.E.L., pour la rendre plus efficace ; nous ferons des propositions dans le deuxième rapport.

Mais revenons-en à l'association. Comment peut-on la voir dès lors qu'elle est au total, le rassemblement des étudiants qui luttent sous toutes les formes pour gagner.

Je le disais tout à l'heure, on se syndique pour une activité, pour une lutte. L'association, c'est une foule de moyens qui servent à élaborer et à émettre les réponses que l'on attend.

Ces moyens c'est l'information, les références, les publications, c'est la possibilité d'un débat permanent ; c'est la réflexion qui permet d'élever le niveau des solutions qu'on propose.

Tous ces moyens sont quotidiennement à la disposition de tous les adhérents par le courrier de l'association, par le local et les panneaux syndicaux, par les réunions publiques de l'association.

Tout cela, c'est le bureau de l'association qui le permet. Un petit groupe de responsables qui réfléchissent, qui impulsent tout cela. Il le faut d'autant mieux qu'ils sont en permanence en lien avec au moins un correspondant, un relais, un délégué par T.D., par amphi, par U.V.

Ces délégués ce sont eux les animateurs permanents du débat, c'est grâce à eux qu'on ne laisse rien passer. Avec les élus de l'UER, ils sont un moyen pour se défendre. Mais là-encore, trouver de tels délégués ne s'impose pas, ne se décrète pas. ce sont les étudiants qui les choisissent, qui en discutent dès qu'on en aura démontré l'utilité et l'efficacité, cela aussi c'est nouveau.

Voilà, j'en aurai bientôt terminé.

Vous le voyez, le 70^e Congrès National de l'UNEF c'est loin d'être une initiative nationale venue d'en haut dans laquelle vous allez maintenant vous plonger. Il s'agit vraiment, en premier lieu, de trois mois de discussions avec les adhérents, avec les étudiants.

Il s'agit d'approfondir notre démarche, de bien de mesurer la situation aujourd'hui pour dégager des perspectives claires, réalistes pour les étudiants.

Je pense que le rapport vient d'en donner les bases. Il nous faut en discuter vraiment, franchement, pour très vite aller dans les amphis élaborer avec les étudiants, des solutions nouvelles.

Ce rapport s'appuie tout du long sur notre vécu d'étudiants, sur notre vécu de syndicaliste. Nous devons l'enrichir pour en faire notre référence.

-oOo-

Avec l'unef, chaque jour
jean gagner.

plus d'attaques.

Conférence Nationale
des Bureaux d'A.G.E.
9 et 10 février 1985
RP/MR

ça suffit. / Dans
Name / Pas le bod

~~_____~~

ner :

INTRODUCTION -

Nous l'avons vu hier, la période que traverse l'Université est exceptionnelle. Une crise multiforme qui s'aggrave, qui frappe de plus en plus fort, de plus en plus d'étudiants. Mais cela n'est pas tout. Pour étouffer toute velléité d'intervention d'actions, la pression idéologique fait rage ; de l'idée de fatalité de la crise à celle de l'étudiant privilégié qui peut faire des sacrifices, en attendant des jours meilleurs, en passant par l'autoritarisme de certains profs et administrations, tout est fait pour étouffer dans l'oeuf toute tentative d'intervention, pour masquer toutes les vraies solutions.

A cet égard, salvons la parution du dernier porte-drapeau du système D, du fatalisme et le l'exaltation des bonnes vieilles valeurs américaines, je veux parler de "Je" journal des jeunes et des étudiants, le journal dirigé par AYACHE le directeur du Meilleur, et en vente dans toutes les mauvaises librairies des facs, c'est-à-dire dans les maisons de l'étudiant de l'UNEF ID. Souhaitons à ce torchon de disparaître aussi subitement et discrètement qu'il est né, et mesurons bien toute les convergences qui peuvent exister entre tous ceux qui ont pour objectif d'étouffer la participation active des étudiants.

On le voit bien, c'est une dure bataille que nous allons engager à partir de lundi. Elle sera longue, difficile et décisive pour l'avenir de l'Université. Son issue dépend très étroitement de notre capacité à développer l'intervention des étudiants pour faire gagner les solutions nouvelles qu'ils auront choisies. La préparation de notre 70è Congrès doit être l'occasion, sur chaque problème qui se pose aux étudiants, de réfléchir, de débattre, décider, agir. C'est avec cette démarche que nous mettrons en échec toutes les tentatives d'où qu'elles viennent, qui visent à parquer les étudiants dans une voie de garage.

Période décisive, Congrès exceptionnel, préparation exceptionnelle.

Il nous faut réfléchir particulièrement aux objectifs de la préparation du Congrès, et c'est l'objet de la première partie de mon rapport.

-oOo-

I - LES OBJECTIFS DE LA PREPARATION DU 70^è CONGRES DE L'UNEF

Tout d'abord, permettez-moi de revenir sur l'idée même : pourquoi tenir un Congrès ?

Si nos statuts nous invitent à tenir Congrès chaque année, cela n'a rien d'une obligation formelle. A ce sujet, rappelons-nous qu'après le 10 mai 81, la situation dans le pays s'étant profondément modifiée, le Bureau National de l'UNEF a été amené à décider de reporter le Congrès en novembre 81, ce qui nous a conduits à ne pas tenir Congrès en mai 82, mais en mai 83.

Ainsi, quand il n'y a pas nécessité, ou quand la situation l'exige, nous avons pu déjà prendre la décision de ne pas organiser de Congrès. Or le Bureau National de l'UNEF a décidé le week-end dernier de tenir le 70^è Congrès de l'UNEF, du 2 au 5 mai 1985 dans la ville de Nanterre, dans la banlieue parisienne.

Je reviendrai plus tard sur les critères qui ont motivé le choix des dates et du lieu du Congrès mais j'aimerais revenir tout d'abord sur ce qui motive la décision politique d'organiser notre Congrès.

A - POURQUOI DECIDER D'ORGANISER UN CONGRES ?

Pour certains d'entre-vous, c'est le premier Congrès auquel vous participerez, pour d'autres, l'expérience est déjà vieille ; mais pour tous, c'est une bataille titanesque, parfois difficile, mais toujours enrichissante.

Décider de lancer tout de suite le syndicat, ses adhérents, ses différentes structures dans la préparation du Congrès, n'est pas une décision prise à la légère. Mais réellement aujourd'hui tout appelle à la tenue d'un grand Congrès.

Sans vouloir reprendre la discussion d'hier, quelques rappels :

- . la crise s'aggrave, frappe de plus en plus fort, de plus en plus d'étudiants,
- . formation - réforme 1^{er} cycle, statuts des Univers. 3^è cycle,
- . réforme des oeuvres universitaires, quand, comment, quel contenu ?
- . quelles solutions nouvelles, quelles actions avec qui ?
- . une image de l'UNEF, modifiée, un rassemblement plus large des étudiants autour de nos idées,
- . un syndicat réellement en prise avec la réalité,
- . une grande tentative pour enfermer les étudiants sur une voie de garage.

Sans vouloir répondre définitivement à toutes ces questions, nous avons besoin d'un grand débat avec nos adhérents, avec les étudiants pour sur chaque problème qui se présente, ceux que j'ai exprimés et beaucoup d'autres encore, l'association UNEF, propose, lance le débat, aide à l'action. Oui, nous avons besoin d'un Congrès.

Mais quel Congrès ? C'est la question.

Avant d'aborder les moyens de sa préparation, j'aimerais revenir sur les objectifs qui doivent présider à la préparation du Congrès. En effet, celle-ci doit constituer en tant que telle, un élément décisif de réponse aux questions posées par le rapport d'orientation.

B - LES OBJECTIFS

Approfondir notre réflexion et sa mise en oeuvre

Il s'agit nous l'avons vu d'affiner, d'approfondir la mise en oeuvre de notre démarche. Comment réaliser ceci ? Faut-il attendre le dernier jour du Congrès pour convaincre tout le monde, en théorie, en dehors de tout vécu quotidien des délégués ? Ou bien faut-il, qu'avant même la tenue de notre Congrès National - donc dès demain - nous commençons à mettre en oeuvre l'approfondissement de notre démarche ? C'est cela qu'il nous faut, parce que la situation l'exige, que c'est un accord sur le fond, ancrer dans la pratique quotidienne, de tous les adhérents dont nous avons besoin. Et c'est enfin, parce qu'ils nous faut des délégués porteurs d'une démarche, d'acquis, pour avoir un grand Congrès, qui n'a rien à voir avec une grande messe dont l'enthousiasme retombera quelques jours plus tard.

Il s'agit donc, en quelque sorte de se saisir de la préparation du Congrès pour faire l'expérience de l'approfondissement de notre démarche.

Saisissons bien la nouveauté que représente cet objectif puisqu'il s'agit à priori, sans attendre le Congrès national, puisque la situation l'impose, de commencer à agir, pour que notre expérience de ces trois mois de préparation puisse enrichir notre orientation.

le deuxième objectif, c'est que la préparation de notre Congrès soit l'occasion pour les étudiants de répondre plus et mieux aux attaques qui leur sont portées.

A quoi bon tenir Congrès si dans le même temps nous laissons la crise s'aggraver, les responsables masquer les solutions, les étudiants baisser les bras. Cela irait à l'encontre de notre orientation. Il nous faut un Congrès en prise directe avec la réalité, au coeur des questions, au coeur des luttes. Rien ne serait plus suicidaire que de palabrer peut être fort justement sur la crise et les étudiants, tout en laissant les examens guillotines se dérouler, les murs s'écrouler ...

La préparation de notre Congrès doit être l'occasion de remporter le maximum d'acquis, de faire reculer cas par cas la crise, de porter le maximum de coups à tous ceux qui la véhiculent. La préparation de notre Congrès doit être l'occasion de multiples rassemblements multiformes des étudiants autour de solutions nouvelles.

le troisième objectif de la préparation de notre Congrès est que celle-ci doit être utile à l'association.

L'intervention des étudiants - quotidienne, responsable - autour des solutions appropriées, c'est cela construire l'Université nouvelle. Cela pose avec force la question du syndicat.

A quoi servirait de tenir un Congrès si dans le même temps, la vie des associations n'était pas au centre des discussions, si nos associations n'étaient pas au coeur de ce que discutent, débattent les étudiants.

Notre Congrès doit être l'occasion de refaire démarrer toutes les structures du syndicat.

A quoi servirait le Congrès si celui-ci n'était pas l'occasion de développer les activités de l'association, d'en créer d'autres, de la renforcer.

C'est notamment pourquoi nous proposons, si vous en êtes d'accord, de lancer dès lundi, jusqu'au Congrès une grande campagne d'adhésions. Il ne s'agit pas de se fixer des objectifs venus d'en haut, mais de décider, que sur chaque lutte que nous allons mener, nous nous donnions les moyens de gagner, d'aller plus loin en proposant à tous ceux qui vont agir avec nous de rejoindre le syndicat.

Cette proposition de lancer une grande campagne de renforcement, pour que l'association soit encore plus et mieux l'outil nécessaire pour changer nos conditions de vie et d'études, est assez nouvelle à l'UNEF pour que nous nous y arrêtions dans le débat tout à l'heure.

La préparation du Congrès doit aussi nous permettre dans l'association d'organiser, de structurer l'association.

En proposant aux adhérents de devenir correspondants de T.D., en mettant en place un bureau d'association.

Vous le voyez, c'est une préparation profondément originale que nous nous proposons d'avoir pour notre Congrès.

Il s'agit de construire du solide, en développant à un haut niveau le rassemblement des étudiants autour de solutions nouvelles, en s'appuyant pour cela sur l'approfondissement de la mise en oeuvre de notre orientation.

Pour réaliser ceci, il nous faut maintenant réfléchir aux moyens que nous allons nous donner pour préparer notre Congrès.

II - COMMENT PREPARER NOTRE CONGRES ?

Il s'agit de réfléchir à tous les atouts dont nous disposons pour préparer le Congrès, et rythmer notre bataille.

A - LANCER LE DEBAT DANS L'ORGA

la première chose à faire est de discuter avec l'ensemble de nos adhérents, leur faire partager les débats de la conférence des bureaux d'AGE.

Rien ne sert d'adopter une démarche volontariste, en passant outre les problèmes, les désirs de nos adhérents.

J'insiste sur cette question. En effet trop souvent à l'issue d'un C.N. nous disons il faut faire partager nos débats à l'ensemble de nos adhérents, nos responsables. Trop souvent cette décision reste lettre morte.

Compte tenu de la discussion d'hier, de l'aggravation de la crise, de la guerre idéologique, nous n'avons pas les moyens de faire l'impasse sur un grand débat dans le syndicat, autour de quelques questions.

. Quelle est la situation que nous connaissons dans notre UER, comment vivons-nous aujourd'hui, quelles attaques, contraintes connaissons-nous ?

. Quelles réponses avons-nous tenté d'apporter jusqu'à présent avec l'association ?

. Quelles solutions nouvelles existe-t-il aujourd'hui ?

. De quelle démarche, de quel syndicat avons-nous besoin ?

Le 70^e Congrès de l'UNEF, c'est discuter, débattre à partir du vécu de chacun de nos adhérents, de ces questions.

C'est d'ailleurs ce qui motive plusieurs décisions que nous avons prises, pour aider à ce débat :

. C'est tout d'abord le rapport de Régis PIQUEMAL, rapport de fond, posant les questions, ouvrant des portes qui sera le projet d'orientation support de la discussion du Congrès.

. C'est cette réunion des bureaux d'AGE qui a pour objectif de permettre à plus de copains d'être partie prenante de la préparation du Congrès, du débat à mener.

. C'est le courrier des bureaux d'AGE dont le N° 2 se fera largement écho de nos débats, pour là-aussi donner plus d'éléments à nos directions pour être partie-prenante de tout ce qui bouge à l'Université.

. Ce sont les trois numéros d'UNEF INFORM qui vont paraître d'ici le Congrès et qui vont là-aussi nous aider à discuter, débattre, écouter, nos adhérents.

Un grand débat ouvert, qui soit un enrichissement du rapport présenté hier, parce que confronté à la réalité, avec le plus de copains possible, c'est à cela que nous devons nous atteler demain, c'est la condition sine qua non, de passer de 100 à plusieurs milliers de copains décidés, à débattre, proposer, agir, avec les étudiants de leur amphithéâtre, autour des solutions à faire gagner.

Il ne s'agit pas bien sûr, de faire une lecture commentée du projet d'orientation dans un symposium de l'association, mais plutôt d'être à l'écoute des copains - et à la lumière du rapport de Régis PIQUEMAL de discuter avec eux, de les aider. Et bien sûr, après leur proposer de lire le rapport et d'en rediscuter avec eux à la lumière de leur expérience personnelle.

L'élargissement, l'écho, l'efficacité de notre Congrès passent par ce débat primordial avec les copains.

B - DEVELOPPER LE RASSEMBLEMENT DES ETUDIANTS AUTOUR DES SOLUTIONS NOUVELLES

Cet aspect est profondément complémentaire du 1^{er}. En effet, le meilleur moyen de débattre avec les copains sera aussi de mettre en oeuvre l'approfondissement de notre démarche.

Il ne s'agit surtout pas de faire table rase de tout ce que l'on a fait, bien au contraire.

Il ne s'agit pas de faire autre chose que le journal d'association, la semaine inter, la visite de labos, le point sur la réforme Mais il s'agit de le faire mieux, plus profondément. Le Congrès doit être l'occasion d'un deuxième souffle à toutes nos activités.

De plus, avec la préparation du Congrès, nous voulons permettre à des étudiants dans d'autres UER d'intervenir.

Comment faire me direz-vous ? La première chose est de discuter avec nos copains. De ce qu'ils ont commencé à faire, de ce qu'ils auraient voulu faire ... et de leur proposer d'aller avec eux débattre avec les étudiants de leurs propositions.

Pour cela, nous disposons d'un nouveau numéro de CAMPUS qui interpelle les étudiants sur leur vécu, sur les solutions à apporter et qui leur propose de donner leur avis, leur solution.

Ce 4 pages n'a pas pour ambition d'être le remède miracle, mais il a pour simple vocation et c'est déjà pas mal, d'être un outil qui facilite la mise en oeuvre de notre démarche.

En effet, dans un amphi où nous n'avons rien fait comme on dit, n'est-ce pas un atout de plus que d'aller distribuer ce 4 pages avec le copain avec qui on aura discuté, provoquer le débat, décider et agir autour des solutions qui seront proposées.

Dans un amphi où nous sommes déjà intervenus sur un des thèmes avancés par le CAMPUS, n'est-ce pas aussi un atout supplémentaire que de distribuer CAMPUS et d'appeler les étudiants à donner leur avis notamment sur cette question ?

Le but de CAMPUS, n'est pas de faire une enquête sur les conditions de vie et d'études des étudiants. Il s'agit d'un outil décisif pour préparer notre Congrès et comme pour tout outil, nous devons amphi par amphi, réfléchir à son utilisation, s'il faut rajouter quelque chose à l'intervention qui le présente dans l'amphi.

N'est-il pas plus facile, après avoir diffusé CAMPUS, en avoir discuté l'avoir rempli, de provoquer une assemblée générale, un débat au cours duquel sur chaque problème qui se pose, on propose des solutions, on décide d'agir de telle ou telle manière pour les faire gagner.

CAMPUS peut être le support, pour mettre en place ou donner un deuxième souffle aux activités de l'association.

CAMPUS peut être le support de la campagne de renforcement que nous allons mener, puisqu'il appelle les étudiants à se syndiquer pour faire triompher leurs solutions.

CAMPUS peut être le support pour trouver de nouveaux sociétaires à la CAEL.

CAMPUS peut être aussi le support pour trouver dans chaque amphi, chaque T.D. un correspondant qui prend sa pile de CAMPUS, les distribue, lance le débat autour de lui.

Oui vraiment, si nous savons l'utiliser, CAMPUS constitue un bon outil pour préparer notre Congrès. J'aimerais m'attarder maintenant sur un atout décisif dont nous disposons pour préparer le Congrès, c'est la CAEL.

C - LA C.A.E.L.

Je ne reviendrai pas sur ce qu'à dit Régis PIQUEMAL tout à l'heure, sur les attaques que connaît la CAEL et leurs conséquences. Celles-ci prouvent s'il en était besoin, que nous sommes sur le bon chemin et que cela dérange. Tant mieux serions-nous tentés de dire. Mais attention, ceux qui se battent aujourd'hui contre la CAEL ne sont pas tombés de la dernière pluie et dénués de moyens.

Il s'agit bien pour l'UNEF de préserver et développer la CAEL dont nous commençons à ressentir sur le fond l'apport à notre activité, à notre démarche.

Et quel meilleur moyen de rendre la CAEL indestructible, si ce n'est celui, d'en faire la propriété de plus d'étudiants encore. La situation serait-elle la même si la CAEL connaissait plus de sociétaires, plus de coops, plus d'activités, non bien sûr.

C'est pourquoi, la préparation du Congrès doit être l'occasion de développer la CAEL pour qu'elle permette de répondre plus et mieux aux besoins des étudiants.

cela peut être par exemple la micro-info, le service logement, l'accueil, un journal ... mais aussi toutes les activités qui existent déjà et qu'il faut développer c'est pourquoi la CAEL a tiré en 280 000 exemplaires, le dépliant que vous avez tous reçu, pour faire de la CAEL une affaire publique, pour gagner de nouveaux sociétaires, plus d'étudiants à l'utiliser. Partout où nous l'avons diffusé, ce dépliant a commencé à porter ses fruits mais il faut faire plus et vite. Pas un CAMPUS ne doit être diffusé sans ce dépliant, nous devons tenir des permanences dans les coops-CAEL pour distribuer CAMPUS, le dépliant, faire remplir CAMPUS ainsi que le bulletin d'adhésion à l'UNEF et celui pour devenir sociétaire.

OUI, avec la CAEL, c'est un gigantesque bras de fer que nous engageons contre tous ceux qui en s'appuyant sur les besoins les plus immédiats des étudiants veulent les enfermer dans le renoncement, le fatalisme, la non participation. La préparation du Congrès peut nous permettre de relever ce défi.

J'aimerais aborder maintenant la question des congrès d'associations.

D - CONGRES D' ASSOCIATIONS

depuis plusieurs années, nous avons été pris dans une contradiction en voulant faire de nos congrès d'associations un moment public, bien souvent en fait nous n'en tenons pas. Or, ce rapport peut nous aider à dépasser ces contradictions. Nous l'avons vu la préparation du Congrès de l'UNEF est l'association, le rassemblement des étudiants autour des solutions qu'ils ont choisies avec l'association.

Il ne s'agit plus de faire de notre Congrès plus ou moins artificiellement l'affaire des étudiants, mais c'est le développement du rassemblement multiforme des étudiants avec leur association pour répondre à la crise multiforme qui est notre Congrès.

Le Congrès de l'association UNEF de la fac se sciences de Perpignan, c'est le rassemblement des étudiants pour faire triompher leurs solutions, quelles que soient les formes que celui-ci peut prendre : délégation, manifestation, mise en place d'activités, journée ou semaine de l'association ...

Et le Congrès de l'association de la fac de sciences de Perpignan c'est aussi la réunion de l'Association, de ses adhérents (nouveaux, anciens), de ses responsables qui discutent sur la base de leur activité, réfléchissent à l'avenir, envoient des délégués au Congrès d'AGE, élisent le bureau de l'association, préparent l'expo pour le Congrès d'AGE et national ...

Développer le rassemblement des étudiants n'exclut pas une réelle réunion de l'association, au contraire, il appelle cette réunion, pour que justement ce rassemblement se solidifie, dure, persiste et gagne sur les objectifs qu'il s'est fixé. L'AGE de l'association, où à la lueur du rapport d'hier, on discute de notre activité, de l'avenir est nécessaire si l'on veut aller jusqu'au bout (bureau d'association, délégué, correspondant ...).

E - LE CONGRES D'A.G.E.

Il faut, là-aussi mieux réfléchir au contenu du Congrès d'AGE. Il faut qu'il soit le reflet de ce qui se fait dans nos associations, avec un plus qui consiste à redimensionner au niveau de la ville la question de nos conditions de vie et d'études, de la crise, des responsables.

Il permet de mieux faire saisir à l'ensemble de nos adhérents toute la convergence d'intérêts qui existent entre les étudiants et les différents secteurs de la ville, tous les droits que nous donne notre statut d'étudiant. Il permet également de passer à un autre niveau des solutions à apporter, de répondre à d'autres questions communes à tous les étudiants de la ville : le logement, la santé, les transports, l'animation ...

A partir de là, le Congrès d'AGE ça doit être le moment où on fait :

- le point sur nos conditions de vie et d'études sur la ville,
- le point des solutions à apporter avec leurs différents niveaux,
- le point des initiatives, des actions prévues pour résoudre les problèmes.

Ca doit être l'occasion également de faire une initiative publique à laquelle participent les étudiants : une délégation au conseil d'Université pour gagner des étudiants dans les jurys d'exams, une initiative pour gagner des tarifs réduits sur les transports...

Enfin, le Congrès d'AGE, c'est aussi le moment où l'on élit la direction de l'AGE et où l'on définit les différentes tâches.

Le Congrès d'AGE, c'est aussi le moment où l'on décide de quelles structures mettre en place pour aider les associations, autour des nouveaux élus au bureau d'AGE, mais aussi autour de la C.A.E.L des courriers ...

F - CONGRES NATIONAL

Voyons maintenant, les moyens dont il faut nous doter pour faire de notre Congrès un moment exceptionnel, en lien avec toutes les perspectives, la démarche nouvelle dont nous avons discuté hier.

Ce que nous voulons avant tout, c'est avoir un Congrès au coeur de notre activité, un Congrès utile qui nous permette de gagner des améliorations de nos conditions de vie et d'études tout de suite, un Congrès enthousiasmant et qui porte, dans son déroulement, son attention sur la jeunesse étudiante. Pour cela trois propositions :

- 1 - Tout d'abord, nous proposons que chaque AGE présente sous la forme d'une exposition, d'une vidéo, une activité particulière qu'elle a faite ou qu'elle compte faire, au moment de l'accueil par exemple.
- 2 - Ensuite nous proposons de consacrer une partie de notre Congrès à des activités entrant dans le cadre de l'Année Internationale de la Jeunesse et de ses 4 thèmes :
 - . la formation professionnelle des jeunes,
 - . les nouvelles techniques de communication
 - . la paix, l'amitié entre les peuples,
 - . la démocratie et le respect des libertés.
- 3 - Enfin nous proposons d'organiser pendant le Congrès un grand spectacle ouvert à tous les étudiants de la région.

A partir de là nous proposons de tenir notre Congrès du 2 au 5 mai à Paris. Pourquoi Paris ?

Tout d'abord parce que nous avons pris l'habitude (entre autres pour des problèmes financiers) d'alterner un Congrès de province et un Congrès à Paris.

Ensuite parce que cette année nous avons assisté à un développement sans précédent de notre activité sur la région parisienne, parce que nous avons une UNEF plus solide, avec entre autre, une Coordination Ile de France plus efficace et qui souhaite accueillir notre Congrès.

Enfin parce qu'un Congrès à Paris nous permet de trouver des réponses à toutes les exigences que nous avons pour une préparation originale de notre Congrès, pour avoir un Congrès public, dont on parle, pour créer l'évènement à l'Université.

III - BATAILLE FINANCIERE

Il nous faut voir - maintenant - les moyens dont il faut que l'on se dote pour tenir ce grand Congrès;

A - IMPORTANCE DE CETTE BATAILLE

Tout d'abord je rappellerai que les finances conditionnent une bonne partie du Congrès.

* La salle tout d'abord avec entre autres la possibilité d'avoir suffisamment d'espace pour faire des expos ...

* Les documents, dossiers sortis à cette occasion,

* La propa, les affiches, campus, UNEF-INFORM,

* L'hébergement des délégués (repas, logement ...)

* **le nombre d'invités au Congrès,**

* **le ou les spectacles** organisés pendant le Congrès.

Sans compter également le nombre de délégués de chaque AGE, leur transport sur le lieu du Congrès ...

Il nous faut donc réfléchir aujourd'hui à la façon dont nous allons mener la bataille financière dans les trois semaines à venir.

B - POINT RAPIDE DE NOTRE ACTIVITE FINANCIERE

Cette année, nous assistons à un double phénomène :

- d'une part, nos AGE, en général ont une meilleure bataille financière,

- mais d'autre part, on assiste à un fléchissement - voire à une diminution - des versements effectués au B.N. en particulier par les gros centres universitaires : Toulouse, Lyon, Paris VIII...

Le développement des activités locales, ciné-club ... fait que nos AGE ont des besoins locaux accrus qui ne sont pas compensés par une augmentation de la bataille financière.

Dans de nombreuses AGE, nous n'avons pas encore de trésoriers, pas de prévisions budgétaires alors qu'il y a les cars du 27 octobre, les journaux d'associations, les dossiers de rentrée, les courriers aux adhérents à payer.

Alors que nous organisons plus de fêtes, d'initiatives financières style tombola... que les années précédentes, nous manquons encore sérieusement d'activité financière au quotidien.

Quand nous distribuons nos dossiers d'accueil, nos questionnaires sur les oeuvres, sur l'animation, quand nous ouvrons un ciné-club ou quand nous lançons un journal, dans combien de villes, combien d'amphis avons-nous le réflexe de demander une participation financière aux étudiants ?

Dans combien d'endroits avons-nous parlé des finances de l'association du syndicat avec les étudiants ?

Et pourtant les étudiants n'hésitent pas à financer des activités qu'ils jugent utiles : pendant la grève de médecine, l'an dernier, les collectes ramenaient plusieurs milliers de francs par amphitheâtre. Sur les chaînes d'inscription, combien d'étudiants nous ont donné 10 F. voire plus pour le guide !

Décidément faire de nos finances une affaire publique devient de plus en plus urgent si nous voulons développer notre activité, notre efficacité pour changer nos conditions de vie et d'études.

C - LES PERSPECTIVES DE NOTRE BATAILLE FINANCIERE

Elles se situent avant tout chez les étudiants, parce que c'est avec eux, quotidiennement, que se met en place notre démarche, parce que c'est avec eux que l'on trouve des solutions à nos problèmes, c'est avec eux que l'on défend nos intérêts, que l'on se donne les moyens pour bien étudier, que l'on anime nos facs.

Ne faisons plus du fric une question tabou comme nous ne voulons plus plaquer notre intervention sur nos amphis.

Comment se faire comprendre en effet sur le fait que nous ne voulons rien décider à la place des étudiants, si nous leur cachons cet aspect important des choses alors qu'ils ne sont pas dupes et connaissent le prix du papier et des timbres.

Poser aux étudiants la question du financement de leur association, c'est mener jusqu'au bout notre démarche de vouloir donner aux étudiants tous les moyens pour trouver des solutions à leurs problèmes.

Et dans ce cadre, dans le même temps où nous décidons, avec les étudiants, de créer l'association de l'UER, avec ses commissions, ses responsables, il nous faut poser la question d'avoir un trésorier d'association.

Avoir une personne qui réfléchisse avec les différents copains responsables d'activités des propositions, des initiatives à avoir pour d'une part autofinancer ces activités et d'autre part pour dégager des moyens supplémentaires pour financer l'activité de l'AGE et l'activité nationale de l'UNEF.

Quelques exemples :

- Journaux d'association : publicité, abonnements,
- Ciné-clubs : buvette, confiserie.

Dans ce cadre, un dossier présentant différentes possibilités de financement de nos activités, présentant des modèles de demandes de subvention... sera distribué à la fin de la Conférence Nationale, afin de faciliter notre recherche de trésoriers d'association.

Mais encore une fois, c'est en ayant une intervention financière plus quotidienne, dans les amphis, en posant, à chaque fois que l'on distribue un matériel, que l'on lance une nouvelle activité, la question du financement, c'est comme cela que l'on avancera, c'est comme cela que l'on fera comprendre aux étudiants que s'ils veulent l'association

dont ils ont besoin, l'association utile qui intervient en toute indépendance sur tous les problèmes qui se posent, eh bien, s'il veulent cette association, il faut qu'ils s'y mettent, qu'ils interviennent bien sûr mais sans oublier de lui donner les moyens de vivre.

Enfin avoir une intervention plus publique sur le fric, cela peut également nous permettre de mettre plus d'enseignants à contribution : la limite sera claire, en effet, entre les enseignants qui veulent une Université de la réussite, démocratique et qui donc aident les étudiants à intervenir sur plus de questions, à se doter de plus de moyens, et ceux qui veulent le statu quo, voire ceux qui veulent revenir en arrière.

Idem au niveau des conseils d'UER, d'Université, mais également conseils municipaux, régionaux qui gagneraient parfois à mettre leurs actes en accord avec leurs paroles, sur ces questions.

Les possibilités importantes existent donc pour développer notre bataille financière, pour gagner des moyens matériels pour faire plus d'activités, pour développer plus la C.A.E.L., mais ces possibilités sont avant tout à puiser dans notre activité quotidienne, dans l'approfondissement de notre démarche comme nous l'avons discuté hier.

Voyons maintenant quelques aspects plus spécifiques de notre bataille financière .

1 - Le prix des mandats

Tout d'abord, je tiens à rappeler que les versements des AGE ne seront comptabilisés sur le Congrès que lorsque les objectifs de janvier et des deux premières semaines de février seront intégralement payés.

A partir de là, on propose de porter le mandat à 650 F. pour les AGE de la région parisienne qui n'auront pas de car à payer) et 550 F. pour la province.

Nous proposons également que 20 % des mandats soient payés pour la fin février, 60 % fin mars, et 100 % le 2 mai.

C'est donc une véritable bataille financière - importante - qui nous attend dès demain, et pour faciliter la tâche de nos trésoriers rappelons quelques trucs :

* vous avez à votre disposition tout à l'heure :

- des cartes individuelles de collecte,
- des cartes de membre honoraire à placer auprès des profs,
- des modèles de demande de subvention
- des feuilles de dégrèvement d'impôts, permettant de déduire jusqu'à 5 % de son revenu imposable les versements faits à l'UNEF

2 - TOMBOLA DE LA C.A.E.L. - U..N.E.F.

On propose d'organiser une grande tombola nationale avec comme gros lot une chaîne HI FI, plus un gros lot par ville universitaire, un gros lot pour l'AGE qui approche le plus de son objectif.

Ensuite, ça peut nous permettre de faire une initiative financière sympa, de qualité et qui simplifiera le travail des directions d'AGE dans la mesure où beaucoup d'AGE organisaient déjà une tombola mais avec un travail fou d'organisation.

Enfin, il y a les moyens que j'appellerai traditionnels qui peuvent apporter un peu d'argent :

- 1 - les adhésions à l'UNEF dans le cadre de la préparation du congrès,
- 2 - le courrier aux anciens leur demandant de prendre une carte de membre honoraire,
- 3 - les adhésions à la C.A.E.L. qui continuent à rapporter 20 % à l'association qui les fait,
- 4 - les boums, les fêtes qui peuvent être également un moment où l'on rassemble tous nos adhérents et tous les sociétaires de la C.E.A.L.
- 5 - enfin la manifestation du 1er mai qui sera la dernière initiative financière avant le Congrès mais qui peut rapporter gros si -en lien avec la CAEL - on y tient une buvette, on y collecte avec tous les délégués.
- 6 - Participation personnelle à verser tout de suite pour se mettre dans le coup.

CONCLUSION -

Il est traditionnel, chaque année de dire que nous allons vivre un Congrès exceptionnel.

Mais aujourd'hui, je pense que nous le vivons tous, c'est en effet :

- Le rapport présenté par Régis PIQUEMAL qui lance de manière inhabituelle la discussion, deux mois et demi avant le Congrès, avec un contenu que nous avons apprécié,
- C'est les courriers des bureaux d'AGE que vous recevez qui permettent à chacun d'entre-nous d'être plus au coeur du débat, de l'action,
- C'est cette Conférence Nationale que nous tenons pour la première fois dans notre histoire pour mieux démarrer le Congrès,
- C'est le n° de CAMPUS qui peut permettre une bonne mise en oeuvre de notre démarche,
- C'est enfin la première fois dans notre histoire que nous allons préparer un Congrès avec la CAEL.

Oui, vraiment tout le montre, en préparant notre 70^e Congrès, nous sommes en train de construire de l'inédit, du solide avec l'UNEF.

-oOo-

Conférence Nationale
des Bureaux d'AGE - 9/10 Fév. 1985
RM/MR

dans la preparation du Congres

Faire réfléchir et agir toujours plus d'étudiants pour améliorer leurs conditions de vie et d'études, enrichir l'orientation de l'UNEF du vécu quotidien, au coeur des amphis, c'est un des atouts essentiels que nous offre la Centrale d'Achat dans le cadre de la préparation du Congrès.

C'est au coeur des associations que nous voulons préparer le Congrès et c'est dans leurs activités que nous voulons faire vivre la C.A.E.L.

Réfléchissons en fonction des besoins par UER, par amphi :

- * Dans tel endroit, prévoyons une commande groupée de bouquins en expliquant aux étudiants pourquoi devenir sociétaire.
- * Dans un autre endroit, faisons photocopier les annales du cours pour le deuxième semestre en achetant une carte de photocopies collective et en parlant aux étudiants pour connaître le nombre d'exemplaires à tirer, collecter l'argent.

Mais ayons le souci de réfléchir de la sorte sur chaque question concernant les besoins des UER, sur la façon d'utiliser nos locaux et sur chaque service proposé aux étudiants.

Pour nous, dirigeants des bureaux d'Associations Générales, il nous faut avoir plusieurs préoccupations dans la bonne prise en compte du fonctionnement de chacun de nos points coops, de la C.A.E.L. en général sur notre ville.

Nous le disions à la Conférence des bureaux d'A.G.E., la C.A.E.L. est l'objet d'attaques multiples et à travers elle, l'UNEF, dans la mise en place de ses services pour aider les étudiants à la réussite de leurs études.

- . Ce sont les banques qui nous refusent les prêts nécessaires au bon fonctionnement de la Centrale (investissement pour des services supplémentaires, marche courante ...),
- . C'est l'UNEF ID qui implante ses maisons de l'étudiant (CESU) aidée par les facs (comme à Paris I ou Paris 6 et 7) et ses clubs micro-info aidée par BULL et le Ministère de l'Education Nationale.
- . C'est la MNEF et ses B'AZU.
- . C'est la droite qui attaque nos locaux comme à Lyon ou à Grenoble et qui vient de sortir un tract contre la C.A.E.L. (tract signé UNI).
- . Enfin, c'est le journal "JE" (Jeune Etudiant) qui se fait l'apologie de tous ces gens contre nous

Dans ce cadre, notre rôle de direction est primordial. D'abord, veillons au bon climat des relations C.A.E.L. - U.N.E.F. en intégrant autant qu'il est possible nos salariés à la vie de la Centrale, aux objectifs que nous lui fixons.

Sachons voir avec eux, en connaissance de cause, les questions qui se posent à nous et comment les résoudre : connaître le chiffre d'affaires de chacune de nos Coops est pour nous un élément essentiel d'appréciation et fixons-nous dans le cadre de la préparation du Congrès, de faire doubler le chiffre d'affaires de nos points coop.

Nous avons pour cela plusieurs moyens à notre disposition.

Réfléchissons comme je le soulignais au début, à l'intervention que nous devons avoir auprès des étudiants.

Assurer un minimum d'information sur l'existence même de notre Centrale paraît un point essentiel.

Il est tout à fait justifié d'intervenir dans un amphitheâtre avec le dépliant-publicité qui est un moyen de compréhension rapide et efficace sur ce que nous proposons.

Les services en tant que tels font partie de l'entraide et de la réussite de nos études.

Nous devons réfléchir à la diffusion de ce dépliant, comptabiliser les amphis, les T.D. où nous intervenons avec, en proposant de devenir sociétaires.

En effet, comment s'assurer au maximum de la hausse de la fréquentation de nos coops, si ce n'est en multipliant le nombre de nos sociétaires ? Nous proposons globalement de multiplier par deux leur nombre dans les villes, mais il est des endroits où cela peut s'envisager de façon beaucoup plus importante, vu le petit nombre de départ.

--

L'ensemble de ces questions abordées peut nous aider à mieux prendre en compte dans la vie de nos associations, la vie quotidienne de la C.E.A.L., en même temps avoir le souci de réfléchir aux chiffres d'affaires, dépliant, et adhésions de sociétaires pour nous permettre de donner une dimension nouvelle à notre activité et d'avoir une intervention plus large auprès des étudiants.

-oOo-

MICRO INFO

Nous l'annonçons lors de la Conférence des Bureaux d'A.G.E., il y a du nouveau concernant cette question .

En effet, la C.A.E.L. a rencontré au niveau national l'entreprise BULL qui s'est montrée assez vivement intéressée par le fait que nous puissions travailler en commun sur l'installation de centres de formation micro-informatique.

Nous avons pour projet, dans le cadre de cette collaboration de créer l'APRODIE (Association loi 1901 pour la formation informatique sous l'égide de la C.A.E.L.-U.N.E.F.).

Cette association nous permettrait de mettre un certain nombre de nos locaux en centres de formation.

Cette association nous permettrait aussi de négocier l'ouverture de centres avec différentes Universités.

Nous mettrions donc à disposition de BULL des locaux et eux se chargeraient de la fourniture de l'ensemble du matériel informatique nécessaire au stage sans frais au préalable pour nous.

BULL nous propose de mettre en place des centres de formation à l'heure actuelle sur :

- . Grenoble (nous avons désormais les locaux et traitons avec BULL),
- . Angers ?
- . et Rennes ?

Cependant, il nous reviendrait par l'intermédiaire d' APRODIE, de nous occuper de toutes les questions d'encadrement des stages de formation (trouver sur les facs des copains ayant fait des études d'informatique), du contenu des stages ainsi que des questions relevant de l'organisation de la formation des moniteurs. (A nous de travailler avec les UER d'informatique ou sciences en général).

Nous envisageons, dans l'immédiat, sur notre proposition d'ouvrir un centre à Poitiers en remplacement d'une coop non rentable.

Il serait souhaitable, en plus d'ouvrir de tels centres à Lyon et à Toulouse où nous disposons des locaux et des personnes nécessaires au bon fonctionnement.

Voilà pour le moment, d'ici peu de temps, tu recevras des informations supplémentaires sur cette question

Ci-joint : →
un extrait du projet de création
de centre de formation en informatique.

(Extrait de projet)

Permettre au plus grand nombre l'accès à l'informatique quels que soient les moyens voilà à quoi vise notre projet et cela de multiples façons.

. En assurant tout d'abord un financement acceptable par les étudiants eux-mêmes.

. Ensuite en décentralisant les centres de formation au plus près de la vie des étudiants.

. Enfin, en donnant à chacun, quelque soit son niveau, les moyens d'utiliser le matériel informatique.

A) Principes de fonctionnement.

La formation se ferait le plus souvent possible dans des locaux universitaires, dans lesquels les étudiants intéressés auraient la possibilité soit de suivre une formation (théorique et pratique) soit d'utiliser le matériel informatique en fonction des besoins existants.

Plusieurs formules seraient donc proposées aux utilisateurs :

. Soit un stage d'environ 30 H afin de permettre de donner les bases nécessaires à l'apprentissage de l'informatique sous la responsabilité de moniteurs.

. Soit une utilisation "à la carte" des ordinateurs durant des plages horaires déterminées.

B) Contenu de la formation.

3 secteurs :

1) Initiation et formation des utilisateurs.

Dans tous les secteurs d'études universitaires trop souvent encore oubliés par l'informatique.

De l'histoire, les lettres, le droit, les langues et toutes les sciences dites exactes à l'exception de l'informatique fondamentale :

nombreux sont les enseignants qui appellent les étudiants à s'initier à l'informatique ne serait-ce que pour pouvoir utiliser les banques de données, ou l'E.A.O. (enseignement assisté par ordinateur).

Demain, de plus en plus de gens et en particulier d'étudiants devront savoir utiliser un terminal d'ordinateur, un clavier, une carte de crédit ou un minitel.

Les stagiaires seront initiés aux différents systèmes experts : multiplan, multitest...

Cette formation élémentaire pourrait être aisément assurée par des étudiants en DUT ou en licence d'informatique avec un petit soutien pédagogique et des logiciels appropriés.

2) Informatique appliquée.

On reproche souvent à l'université de former des informaticiens "puristes" déconnectés du monde du travail et de la vie productive du pays.

L'administration, les pouvoirs publics et l'industrie demandent des cadres formés à l'informatique. C'est le cas en :

- . Gestion.
- . Documentation.
- . Linguistique.
- . Administration.
-

3) Informatique pure.

Cette formation s'adresserait en particulier aux étudiants du 2ème et 3ème cycle qui s'orientent vers l'enseignement ou la recherche.

. pour l'enseignement un apprentissage de la pédagogie pourrait être enseigné de pair avec une diversification des langages acquis pour le futur enseignant (Pascal - ADA - Fortran - Cobol etc).

Pour les chercheurs et Informaticiens :

L'apprentissage pourrait se faire sur des nouveaux matériels très performants permettant une approche plus aisée des langages et systèmes de la 5ème génération. (Lisp-prologue) - (Unix).

. Recherche sur le calcul en temps réel. Simulation - robotique et graphisme.

Modélisation de la problématique mathématique, stéréochimie, aérodynamique etc.

Le matériel :

. Le matériel doit s'envisager selon les niveaux de formation espérés et le coût du matériel.

Ce dernier point est primordial si on veut allier qualité de la formation, à un moindre coût pour les étudiants.

Il va de soi que pour l'initiation et la formation des utilisateurs un matériel de moindre coût peut être envisagé. Les micro-ordinateurs du type personnel et grand public sont tout à fait adaptés et les langages LSE ou Basic tout à fait suffisants.

Pour ce qui est de l'informatique appliquée, de l'enseignement et de la recherche, l'Industrie offre aussi aujourd'hui des machines suffisamment puissantes pour un moindre prix. La plupart des centres pourrait donc travailler sur des machines du type Micral (de chez RZE) et ainsi travailler sur des systèmes du type : avec des langages comme Pascal, Cobol, Fortran...

Une délégation de l'UNEF en URSS

Répondant à l'invitation du Conseil des Etudiants de l'URSS lancé lors de notre 69^e Congrès, une délégation de l'UNEF s'est rendue à Moscou du 12 au 15 février 1985.

La délégation était composée de Régis PIQUEMAL (président), Frédéric VERRECCHIA (secrétaire inter) et Antoine VALBON (trésorier-administrateur).

Pendant 4 jours nous avons eu l'occasion de rencontrer bien des personnalités. Les thèmes principaux des différentes discussions ont été :

- l'Année Internationale de la Jeunesse,
- la préparation du XII^e festival mondial de la jeunesse et des étudiants (27 juillet/3 août 1985 à Moscou),
- la coopération européenne des Unions Nationales d'étudiants et les relations bilatérales.

1 - L'Année Internationale de la Jeunesse

Rencontre avec le Vice-président du Comité des organisations de jeunesse de l'URSS.

L'UNEF a rendu compte de son activité dans le domaine et notamment des 4 initiatives ayant obtenu le label officiel "Année Internationale de la Jeunesse" du Ministère de la Jeunesse et des Sports, à savoir :

- . La semaine internationale des étudiants de Toulouse,
- . Le colloque "Etudiants en médecine pour la prévention de la guerre nucléaire," (Créteil 15 février 1985),
- . Le colloque "Etudiants tiers-monde" (mars 1985),
- . la semaine internationale des étudiants de Lyon (mars 85).

Nous avons pu constater l'ampleur des initiatives prises en URSS dans le cadre de l'Année Internationale de la Jeunesse.

Le gouvernement y participe par exemple, par la création d'un million de logements pour les jeunes.

Les thèmes "Participation - développement - Paix" sont tenus sous forme de débats, colloques, manifestations par milliers à travers tout le pays. Ex. marche pour la paix des jeunes.

2 - XII^e Festival Mondial

Douzième du genre depuis 1947, ce festival est préparé dans 96 pays par des Comités Nationaux de préparation et par le Comité International de Préparation .

Sur place à Moscou, la commission permanente dirigée par un français est composée de 32 pays prépare le programme et le déroulement de 15 centres thématiques dispersés dans Moscou. L'UNEF fait partie du comité français d'initiative (40 organisations) et est représentée au comité international de préparation (Frédéric VERRECCHIA).

Ainsi l'UNEF a proposé que deux forums se tiennent sur :

- * Conditions de vie et d'études à l'Université,
- * Objectivité des enseignements et de droit à la vérité dans les cours.

La délégation de l'UNEF a rencontré successivement le Comité Soviétique de préparation, le responsable français de la Commission Permanente et le permanent à cette commission de l'UIE (Union Internationale des Etudiants).

Le festival se prépare activement, il accueillera 20 000 jeunes du monde entier (sans les soviétiques).

Parmi les 15 centres thématiques, il y aura un gigantesque centre étudiant dont le programme nous intéresse de près : forums, tables rondes, débats, visites sur tous les thèmes : formation, droits des étudiants, rencontre par secteurs d'études, rôle des étudiants dans la société, rôle des étudiants pour la paix, solidarité internationale, conditions de vie à l'Université, ... plus des grands spectacles en plein air (Stewee Wonder par exemple ...)

Chaque organisation, de chaque pays animera des débats et des initiatives et enrichira le centre étudiant par les expos, films ... des initiatives tenues dans leur pays : réfléchissons-y !!!

3 - Coopération

La délégation a visité une des Universités de Moscou qui accueille 30 000 étudiants et qui trouvent sur place à la fac : restau-U, piaules, magasins, piscine, complexe sportif, etc... il ne manque rien.

Nous avons pu nous rendre compte à quel point les étudiants et leurs organisations (komsomol, syndicat, conseil des étudiants) participent à la gestion de l'Université.

Lors des entrevues avec les responsables nationaux du Conseil des Etudiants de l'URSS, nous avons abordé différentes questions d'actualité et surtout la préparation du XXI^e Meeting Européen qui réunit chaque année l'ensemble des Unions Nationales d'Etudiants d'Europe.

Nous avons eu aussi un échange riche sur la préparation de l'Année Internationale de la Jeunesse et du festival au niveau strictement étudiant dans nos pays.

Enfin nous avons répondu positivement à une invitation pour que l'UNEF visite à l'automne prochain, lors d'un voyage officiel, de nombreuses Universités de l'Union Soviétique. L'UNEF, dans le même temps a invité une délégation du Conseil des Etudiants Soviétiques à se rendre en France pour visiter les Universités.

A notre sens cette forme de coopération est une des plus adaptées, une des plus concrètes entre deux organisations.



M-2-1985

CONFERENCE DE PRESSE

DE M. ROGER-GERARD SCHWARTZENBERG

SECRETARE D'ETAT CHARGE DES UNIVERSITES

SUR LES THEMES D'ACTION

DE LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE POUR 1985

(Extraits)

Le développement de notre système d'enseignement supérieur doit s'organiser autour de ces trois axes principaux : modernité, qualité, équité. C'est autour de ces trois axes que se développera l'action du Secrétariat d'Etat chargé des Universités en 1985.

M O D E R N I T E

L'initiation et la formation à l'informatique

Le Plan "Informatique pour tous", décidé par le Premier Ministre, répond à la même ambition. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, il s'agit de faire que dès 1986 tous les étudiants sortant du 1er cycle aient reçu une initiation à l'informatique. Chacun d'eux aura travaillé sur un ordinateur pendant au moins une trentaine d'heures.

Un effort exceptionnel d'équipement devrait mettre en mesure, en fonction des réalités déjà existantes, d'implanter dès 1985 400 ateliers informatiques dans les établissements d'enseignement supérieur. Chaque Université ou établissement d'enseignement supérieur disposera donc d'un ou plusieurs ateliers informatiques.

L'augmentation de la capacité d'accueil des IUT et écoles d'ingénieurs

L'objectif est, pour la rentrée 1985, d'une part, d'accroître de 15 % le nombre d'élèves entrant dans les formations d'ingénieurs et, d'autre part, d'augmenter de 10 % le flux d'entrée dans les IUT.

Dès cette rentrée universitaire 1984, 7 nouveaux départements d'IUT ont été ouverts (informatique à Bayonne, Calais et Orléans, génie électrique à Rouen et Nancy, génie thermique à Longwy, mesures physiques à Saint-Etienne), portant leur nombre total à 287.

A la prochaine rentrée 1985, neuf départements d'IUT seront ouverts : informatique à Amiens, Limoges et Rodez, génie mécanique à Evry, génie thermique à Pau, gestion et administration à Roanne, techniques de commercialisation à Tours, transport logistique au Havre et maintenance industrielle à Strasbourg.

L'ouverture de l'Université sur son environnement

Q U A L I T E

Le Comité national d'évaluation

En effet, un décret, qui sera publié courant février, institue un Comité national d'évaluation (CNE), qui sera chargé d'examiner et d'évaluer de manière régulière les activités (formation, recherche, coopération, etc...) exercées par l'ensemble des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP). Ce Comité pourra procéder à des missions d'évaluation sur place. Il fera toutes recommandations propres à améliorer l'orientation et l'efficacité du fonctionnement des établissements ainsi examinés.

Le CNE disposera pleinement de l'autorité et de l'indépendance nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Il comprendra 15 membres nommés par le Président de la République, par décret en conseil des ministres, pour une durée de quatre ans non renouvelable.

La campagne d'habilitation des 3èmes cycles

De même, l'exigence de qualité et de rigueur inspire la mise en place des nouvelles formations de 3ème cycle pour la rentrée 1985. Toutes les habilitations actuelles venant à échéance à cette date, a débuté la campagne d'habilitation à délivrer les diplômes d'études approfondies (DEA, à finalité recherche) et les diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS, à finalité professionnelle).

495 demandes d'habilitation de DESS ont été déposées et 1 404 demandes d'habilitation de DEA.

Le groupe de suivi du 1er cycle

Afin d'apprécier les premiers résultats de cette réforme là où elle est déjà appliquée et d'en tirer des indications utiles pour la délivrance des nouvelles habilitations, j'ai décidé la mise en place d'un Groupe de suivi du 1er cycle.

E Q U I T E

Un meilleur cadre de travail et de vie à l'Université.

J'ai donc décidé, en liaison avec le ministère de l'Education nationale et la direction des équipements et des constructions, de consacrer 25 MF à cette opération que j'ai dénommée "Un meilleur cadre de travail et de vie à l'Université".

Au total, 33 établissements sont donc concernés, dont 31 Universités. Ce sont donc les 2/5èmes des Universités de notre pays qui bénéficieront de cette amélioration significative de leur environnement matériel.

Les TUC dans les Universités

En effet, par une circulaire du 28 décembre 1984, j'ai engagé les Universités à mettre en oeuvre des travaux d'utilité collective (TUC), pour participer activement à cette action de solidarité en faveur des jeunes sans emploi de 16 à 21 ans.

Ceux-ci peuvent être accueillis pour une durée de 3 mois à 1 an pour participer à diverses activités, par exemple :

- amélioration du cadre de vie universitaire ;
- archivage, classement ou documentation ;
- aide technique aux enseignants (notamment pour des travaux dirigés, travaux d'atelier ou de laboratoire) ;
- animation culturelle et sportive des sites universitaires.

Ces activités doivent être organisées de façon à permettre aux jeunes de bénéficier, dans le cadre d'un mi-temps disponible, d'actions de formation destinées à renforcer et à élargir leur qualification.

L'inscription des nouveaux étudiants

L'impératif d'équité conduit aussi à améliorer les modalités d'inscription dans l'enseignement supérieur, spécialement pour ceux qui s'apprêtent à entrer en première année de premier cycle.

Il importe, en effet, de remédier aux incertitudes ou aux difficultés rencontrées trop souvent par les nouveaux bacheliers, qui, quittant le secondaire, abordent l'enseignement supérieur comme une structure complexe et souvent inconnue.

A titre de première expérience, seront mises en place, en vue de la rentrée 1985, deux innovations.

- d'abord, une campagne d'information en mars à l'intention des élèves de terminale, c'est à dire à l'intention des futurs étudiants. Il faut, en effet, que ceux-ci puissent désormais disposer, suffisamment tôt et à l'avance, d'une information sur les formations et filières proposées par l'enseignement supérieur, afin de pouvoir s'orienter efficacement et mieux choisir.

Cette information est spécialement utile pour ceux qui, ne disposant par leur milieu familial des informations nécessaires, risqueraient de se déterminer à partir d'indications incomplètes ou partielles.

La démocratisation de l'enseignement supérieur, son ouverture accrue à des étudiants venant de catégories socio-professionnelles qui y sont actuellement sous-représentées, passent, notamment, par cette meilleure information.

Chaque lycéen de terminale -ils sont au nombre de 400 000 - recevra en mars prochain, sur le lieu même où il suit ses études secondaires, un dépliant d'information. Ce document décrit avec précision le système des enseignements supérieurs, expose ses diverses filières de formation et présente les implantations des différents établissements d'enseignement supérieur. Il renvoie lui-même, pour chaque filière, à un document présentant en détail les caractéristiques des formations.

- A ce document d'information sera joint un bref questionnaire, à l'aide duquel chaque élève pourra exprimer ses préférences.

Avant le 30 avril, il fera connaître sur ce formulaire les diplômes universitaires de premier cycle (DEUG, DEUST), les classes préparatoires ou les IUT., etc. dans lesquels il souhaite s'inscrire. Cette liste comportera 10 choix au maximum, à ranger par ordre de préférence. Dans chaque cas, le candidat indiquera l'établissement qu'il souhaite fréquenter.

Les questionnaires ainsi remplis par les élèves seront transmis par les lycées au recteurs.

Les recteurs constitueront auprès d'eux un groupe de travail pour traiter et transmettre aux établissements d'enseignement supérieur l'information sur les préférences des élèves de terminale.

C'est à partir de cette information que les présidents d'université et les chefs d'établissement pourront établir plus tôt dans l'année des prévisions d'inscription, déceler, le cas échéant, des risques de déséquilibre entre les demandes et les capacités d'accueil et dégager, avec les recteurs, des solutions pour y remédier.

Ainsi, les établissements d'enseignement supérieur pourront se préparer mieux et plus tôt à accueillir les nouveaux bacheliers.

Le rôle des oeuvres universitaires

L'impératif d'équité et de démocratisation inspire aussi la politique de l'aide aux étudiants.

- Conformément à la loi du 26 janvier 1984 (article 51), "la collectivité nationale privilégie l'aide servie à l'étudiant sous condition de ressources". Ainsi l'aide directe (bourses, prêts d'honneur, etc...) atteint 1 595 MF au budget 1985.

On notera l'effort tout particulier réalisé en faveur des boursiers. Entre 1980 et la rentrée universitaire 1984, le taux moyen des bourses a augmenté de 49 %. Entre les mêmes dates, le nombre total des boursiers a augmenté de 20,7 %, pour atteindre 149 140 étudiants en 1984-1985. Il faut continuer d'avancer dans cette voie.

Plus d'Attache

Avec l'Unep

à Pass. lutte. gagner.

- Par ailleurs, l'aide indirecte, incluant le coût pour l'Etat des oeuvres universitaires et les subventions au titre de la sécurité sociale étudiante et de la médecine préventive, a aussi toute son importance. Elle se monte à 1 388,5 MF en 1985, dont plus d'un milliard de F au titre des oeuvres universitaires.

L'ensemble des crédits d'action sociale atteignant ainsi un total de près de 3 milliards de F (2 985,5 MF) au budget 1985, c'est dire l'importance que revêt l'utilisation efficace de ces masses financières à des fins de justice sociale.

Aussi une note sur le rôle des oeuvres universitaires, récemment élaborée par le Secrétariat d'Etat chargé des Universités, indique les objectifs à poursuivre :

- la définition d'un "budget social de l'étudiant", comportant notamment l'ensemble des aides d'origine diverse (directe ou indirecte) ;
- l'accentuation de l'efficacité de la gestion des aides, par le regroupement de la gestion des bourses, de l'aide indirecte et des autres aides et prestations, au niveau régional (académique) ;
- l'affirmation du principe du service public que constituent les oeuvres universitaires, auquel chacun est légitimement attaché.

Par ailleurs, cette note formule un certain nombre de questions portant sur l'organisation et les structures.

Sur sa base, une concertation a été engagée avec les différents partenaires, qui se poursuit actuellement.

L'action culturelle à l'Université

Par ailleurs, des décisions seront prochainement prises en faveur d'une politique d'action culturelle à l'Université, visant à soutenir des projets de "recherche-crédation-innovation" et des projets d'aménagement et animation des campus.